Imprimé comme manuscrit

LA POLITIQUE RUSSE EN POLOGNE

LA POLITIQUE RUSSE EN POLOGNE

AVANT-PROPOS

La présente étude est l'abrégé d'un ouvrage que j'ai publié il y a quelques années à Varsovie en polonais et en russe sous le titre de «La politique russe en Pologne». Elle contient une histoire succincte du régime qui, pendant les cinquante dernières années, a été en vigueur dans mon pays. Des raisons multiples m'ont poussé à l'écrire. C'était en 1909. La Russie se trouvait de nouveau submergée par les flots de la réaction; la révolution était domptée, ou plutôt elle venait de succomber sous le poids de ses propres fautes et de ses propres excès. L'opposition parlementaire était réduite à l'impuissance, et l'ancienne bureaucratie s'emparait de nouveau du pouvoir. Ne pouvant supprimer l'acte constitutionnel du 30 octobre 1905, elle s'efforçait du moins d'en altérer l'esprit, de restreindre la portée des réformes votées, d'empêcher la réalisation des nouvelles libertés.

En Pologne, les rêves et les espérances suscités par le manifeste impérial s'évanouirent rapidement. Certaines réformes communes à tout l'Empire furent introduites aussi dans le Royaume de Pologne, mais les «commentaires» du Sénat, les «instructions» administratives ne tardèrent pas à en diminuer singulièrement la portée. L'ensemble des conditions de la vie politique n'en fut guère changé. L'autonomie et les autres réformes annoncées par l'ukase impérial du 25 décembre 1904 ne furent pas réalisées. Par un acte extra-constitutionnel, le nombre des députés polonais à la Douma fut réduit de 34 à 12. La russification et l'oppression continuaient comme par le passé à être l'essence même du système politique en Pologne. Après une courte hésitation, le gouvernement revenait à ses anciennes méthodes tant de fois expérimentées et toujours aussi injustes qu'inefficaces. Les conséquences étaient faciles à prévoir: l'oppression renforcée n'aboutit

à rien sinon à blesser la nation polonaise au plus profond de ses sentiments.

C'est à cette heure grave et inquiétante que j'écrivis ma brochure, sous forme d'une lettre ouverte adressée aux «dirigeants de la politique russe en Pologne». J'essayai d'y démontrer, en me servant d'exemples tirés du passé récent, que la voie où la politique russe s'engageait de nouveau était périlleuse, sans pouvoir d'ailleurs mener au but que se proposait le gouvernement.

Je me permets à ce propos d'invoquer certains titres qui, en quelque mesure, peuvent justifier ma compétence dans la question à laquelle je consacre ces pages.

Partisan convaincu de la réconciliation des deux nations, j'ai toujours été du nombre de ceux qui cherchaient à régler pacifiquement les rapports de la Pologne et de l'Empire russe. Dans le parti politique «Réaliste» qui avait adopté ces principes, j'ai joué un rôle actif et non des moindres peut-être. J'ai défendu, avec une constance inébranlable, cette ligne de conduite dans un périodique que j'ai fondé en 1882 et dirigé pendant 23 ans, le «Kraj», (Le Pays), organe polonais le plus répandu à son époque. J'ai propagé les mêmes idées dans tous mes ouvrages politiques écrits au cours d'une longue carrière de publiciste [1].

L'activité de notre parti et la mienne se sont exercées dans deux directions.

D'un côté, autant du moins que le permettait la rigoureuse censure préventive de l'époque, nous nous efforcions de persuader l'opinion russe qu'il est impossible de se concilier un peuple par la violence, que le système de dénationalisation et de jugulation appliqué à notre pays était d'une cruauté aussi funeste que stérile. Aucune nation, fût-elle la

[1] Mon premier ouvrage politique date de 1881. J'ai publié alors dans le grand quotidien russe «Golos» de Saint-Petersbourg une série d'articles sur la question polonaise, réunis plus tard en brochure sous le titre de «Union ou russification.» J'y démontrais que l'union dans l'Etat ne saurait aller de pair avec la russification et l'écrasement de la nation polonaise. J'ai publié ensuite, soit en polonais, soit en polonais et en russe, plusieurs ouvrages, entre autres «La Prusse et les Polonais», Saint-Petersbourg, 1893, «Bismark, la Russie et la Pologne», Saint-Petersbourg, 1895, «Le Moment actuel», Saint-Petersbourg, 1897, «Questions actuelles dans le Royaume de Pologne», Saint-Petersbourg et Varsovie, 1902, «Nos partis extrêmes», Cracovie, 1903, «Lettres polonaises», Cracovie, 1903, «La guerre et ses conséquences», Cracovie, 1904, «Bilan politique», Posen, 1908, «Le parti réaliste», Varsovie, 1909, «La politique russe en Pologne», Varsovie et Saint-Petersbourg, 1909, «Un moment difficile et pénible», Varsovie, 1912.

plus dégénérée, ne s'accommoderait du rôle que, dans son aveuglement et son imprévoyance, nous assignait la bureaucratie russe. Ce rôle, la nation polonaise l'accepterait moins que tout autre, elle qui, par sa force numérique, par les services rendus depuis des siècles à l'humanité, compte, sans contredit, parmi les premières de l'Europe, elle qui n'a nullement oublié son passé glorieux, et qui, pas un seul instant, n'a cessé d'espérer et de croire en son avenir.

D'autre part, en ce qui concerne nos compatriotes, nous avons tâché de les convaincre que le découragement était un mauvais conseiller et qu'il ne saurait être le stimulant d'une sage politique. Il n'existe pas de situation assez désespérée pour qu'on ait le droit de s'y résigner en se croisant les bras. Notre résurrection nationale est certaine, mais elle n'implique pas une prise d'armes, qui, dans l'état actuel de l'Europe, serait un anachronisme désastreux. Cette résurrection n'exige qu'un labeur pacifique, persévérant et infatigable, qui ne se laisse rebuter par aucun revers, un travail de tous les jours pour développer et multiplier les forces nationales dans tous les domaines de la vie sociale. Et comme point essentiel de notre programme, comme condition indispensable de tout travail utile et réparateur, nous affirmions reconnaître les droits de l'Etat dont nous sommes les ressortissants.

Ces principes, nous les avons défendus avec d'autant plus de conviction que, à notre avis, l'oppression qui pesait sur notre peuple ne pouvait pas durer éternellement. Jamais nous n'avons identifié la bureaucratie avec la Russie, ni la nation russe avec son gouvernement. Nous savions qu'à côté de la Russie officielle il en existait une autre, nous savions qu'il y a un peuple russe luttant aussi pour sa libération politique, un peuple qui, malgré tous les mauvais conseils, ne nourrit aucune haine contre la nation polonaise. Nous le savions, nous en avions la ferme persuasion, et cette confiance, nous voulions la faire partager à nos concitoyens. Notre désir était de les convaincre que la réconciliation des deux peuples allait se réaliser tôt ou tard, et que la Pologne, rétablie dans ses droits, marcherait vers un meilleur avenir, d'accord avec une Russie régénérée.

Telle était notre profession de foi, notre espérance, notre programme politique.

Pourtant une tâche entreprise dans cet esprit était difficile et ingrate. Tout ce qui se passait sur les terres polonaises était en contradiction

avec les idées que nous proclamions. La politique russe, avec sa tendance à paralyser nos forces et à détruire notre nationalité, paraissait vouloir extirper de nos cerveaux toute pensée, tout espoir d'un meilleur avenir en union avec la Russie. Ceux qui, comme moi, même aux époques les plus pénibles, gardaient leur confiance et invitaient au calme, étaient en butte aux accusations les plus violentes, formulées par l'opinion publique froissée et profondément irritée.

Si je rappelle ces souvenirs personnels, c'est que mon action politique, entreprise loyalement et continuée sans écarts et sans faiblesse, semblait donner quelque espoir que ma voix, s'élevant pour la défense de notre cause, serait entendue là où se décidait le sort de mon pays. Je croyais qu'un ouvrage libre de toute passion pourrait contribuer à la revision d'une politique erronée qui, certes, infligeait à notre patrie de nouvelles misères, mais qui, loin d'assurer quelque profit à l'Etat russe, ne faisait, au contraire, que lui préparer de nouveaux échecs et de nouvelles déceptions.

Je me suis trompé. Les décisions du gouvernement étaient prises, et ma voix a retenti dans le désert. Jusqu'à la veille de la guerre, aucune modification essentielle ne s'est produite dans les procédés de la bureaucratie à l'égard des Polonais.

Et nous voici en 1914.

La grande guerre éclate et la question polonaise réapparaît aussitôt à l'ordre du jour. Elle devient actuelle, impérieuse. La reconstitution de la Pologne, après un siècle d'oppressions sans exemple, s'impose à l'opinion du monde, non seulement comme devoir moral, mais comme une nécessité politique.

Cette vérité est constatée par le Grand-Duc Nicolas, dans une proclamation vibrante, annonçant la réunion de tous les territoires polonais et la « reconstitution » de la Pologne « libre dans sa foi, dans sa langue, dans son autonomie ». Elle suscite un véritable enthousiasme, et les espérances s'avivent.

Malheureusement, la réalité n'a pas répondu à l'attente.

La guerre se déroule presque exclusivement sur le territoire de la Pologne historique. Les terres polonaises sont jonchées de cadavres et de ruines. La Pologne russe se range délibérément du côté de la Russie et fait pour la cause commune les plus onéreux et les plus sanglants sacrifices. Son abnégation et son héroïsme provoquent l'admiration

du peuple russe, la reconnaissance du haut commandement et de S. M. l'Empereur, exprimées dans des termes chaleureux. Mais tout cela ne suffit pas pour détourner la bureaucratie de ses méthodes invétérées. Pendant quinze mois on remet, d'un mois à l'autre, la réalisation des promesses du Grand-Duc et, comme par dérision, on ne commence à parler positivement de l'autonomie du Royaume et de l'abolition du régime d'exception dans l'Empire que lorsqu'il ne reste presque plus un seul pouce de terre polonaise entre les mains des Russes.

En dépit des sentiments fraternels exprimés par l'immense majorité du peuple russe, en dépit de la déclaration du Généralissime, en dépit de la bonne volonté de S. M. l'Empereur, bonne volonté dont la sincérité est manifeste, nous avons toujours à redouter ces influences puissantes qui, dans le passé, ont empêché de régler la question polonaise et qui, aujourd'hui encore, menacent sa solution.

Quiconque désire se rendre compte du tragique enchevêtrement des rapports polono-russes ne peut se borner aux faits les plus récents, il doit encore les rattacher au passé. C'est ainsi seulement qu'il comprendra comment ces cruelles erreurs qui, dans le passé, ont pesé si lourdement sur la vie en commun des deux nations peuvent continuer à être commises même au courant de cette guerre qui semblait leur avoir mis un terme.

Et voilà pourquoi je désire présenter à ceux qui décideront du sort de ma patrie l'histoire impartiale et strictement documentée de la politique russe en Pologne, au cours des cinquante dernières années et jusqu'à la guerre actuelle. Mes arguments n'ont rien de nouveau. Je ne fais qu'insister sur des vérités que j'ai toujours défendues. Je répète ici ce que j'ai exposé publiquement aux dirigeants de la politique russe en Pologne, il y a six ans, à l'époque où le pays pliait sous le poids des répressions et où aucun rayon d'espoir ne venait éclairer les ténèbres.

J'ose croire que si l'on examine la question dans son ensemble, si l'on y réfléchit, on ne pourra s'empêcher d'admettre qu'après toutes les expériences du passé, il ne saurait être question d'un replâtrage quelconque, de palliatifs illusoires, ni de stériles demi-mesures. Si l'on vise à établir entre les Russes et les Polonais des rapports normaux et durables, on ne pourra le faire que sur des bases absolument nouvelles, c'est-à-dire en constituant entre les deux nations une union

qui permette à la Pologne de s'organiser librement, non d'après des modèles imposés, mais d'après ses propres besoins et ses propres aspirations nationales.

Ce n'est pas une théorie abstraite, incompatible avec la pratique de la vie, qui l'exige, mais bien le réalisme politique, réfléchi et prévoyant, tenant compte de toutes les circonstances et de toutes les nécessités. C'est ce que réclame non seulement l' «immanente justice des choses», mais encore, j'en suis profondément convaincu, l'intérêt bien compris de la Russie elle-même.

Il n'y a pas aujourd'hui d'autre manière de résoudre la question polono-russe, de frayer une voie pacifique et sûre à la réconciliation définitive des deux grandes nations slaves.

ERASME PILTZ.

Lausanne, novembre 1915.

CHAPITRE PREMIER

Une question à résoudre.

La Pologne est soumise à un régime d'exception. — Raisons du système politique appliqué en Pologne. — Leur inanité. — Pourquoi les Polonais ne se sont-ils pas accordés avec la Russie ? Il faut en chercher la cause essentielle dans les procédés du gouvernement russe à l'égard de la Pologne.

La dernière insurrection polonaise date de près d'un demi-siècle. Les hommes qui l'ont faite sont morts ou sont aujourd'hui trop âgés pour prendre une part active à la vie publique. De nouvelles générations sont venues, qui ont apporté avec elles d'autres besoins, d'autres manières de voir et d'autres tendances. Mais le système coercitif, inauguré sur les ruines de l'année 1863, a survécu dans ses lignes principales. Nous sommes toujours traités en ennemis de l'Etat, soit clandestins, soit publics, qu'il importe de surveiller avec une défiance continuelle ; tout relâchement de ce cercle de fer, toute concession aux Polonais serait, d'après cette théorie, une faute impardonnable. C'est pourquoi notre langue est opprimée à l'école et dans les autres manifestations de la vie publique ; c'est pourquoi l'origine polonaise d'un homme ne cesse pas d'avoir un caractère délictueux et suffit pour lui barrer l'accès aux emplois de l'Etat ; c'est pourquoi nous vivons toujours sous le régime des lois d'exception et de répression.

Il y a quelques années, on a pu croire à l'avènement d'un avenir meilleur.

Une terrible tourmente s'était abattue sur la Russie. Elle avait amené — avec de profondes secousses — d'importantes réformes intérieures. Il semblait qu'une fois le calme rétabli, notre malheureux pays bénéficierait de ces transformations.

L'orage passa, ne laissant après lui en Pologne que la désorganisation économique et l'anarchie sociale. Les avantages poli-

tiques que nous avait donnés la Constitution (tolérance religieuse, suppression de la censure, liberté d'association, école privée polonaise) étaient assurément importants, mais la valeur en fut limitée par le correctif des mesures exceptionnelles. Quant à l'école polonaise privée, n'étant entretenue que par la générosité publique, ne donnant aucun droit, soumise aux chicanes et aux caprices de l'administration scolaire locale, elle lutte avec peine pour son existence.

D'ailleurs, rien n'est changé. C'est toujours la même persécution politique, la même méfiance, les mêmes procédés de dénationalisation.

Les partisans et les protagonistes du système politique adopté en Pologne l'expliquent :

a) *par la nécessité de réagir contre l'attitude hostile des Polonais envers l'Etat et la nation russes ;*

b) *par des raisons d'Etat le rendant indispensable, quelle que soit la conduite des Polonais.*

Examinons successivement la valeur de ces allégations :

Le raisonnement que l'on fait le plus souvent, pour nous rendre responsables des méthodes appliquées par le gouvernement russe en Pologne, et les justifier en même temps, est celui-ci :

— « Vous vous êtes insurgés plusieurs fois, et vous n'avez jamais cessé de conspirer; vous avez essayé, par tous les moyens, de secouer notre domination. Pendant la guerre japonaise (1904) qui fut pour la Russie un malheur national vous avez manifesté des sentiments hostiles. Notre politique n'est donc qu'une politique de justes représailles. Nous nous défendons, et tâchons de nous garantir contre une offensive de votre part. Vous affaiblir et vous anéantir est malheureusement une nécessité pour nous, car vous êtes une menace permanente pour la tranquillité et pour l'intégrité de l'Empire. »

Il est impossible de trouver une explication plus aisée et moins complexe des rapports entre un peuple et un gouvernement. Mais elle ne peut satisfaire que ceux qui jugent l'état de choses en Pologne normal et avantageux pour la Russie, et qui sont convaincus qu'aucun changement n'est désirable. Il serait fastidieux de discuter avec les gens qui envisagent la question de cette manière, et inutile de vouloir convaincre ceux qui ne veulent pas être convaincus. Mais pour ceux qui sont

d'avis qu'il n'est pas dans l'intérêt d'un Etat d'entretenir sur une vaste partie de son organisme une plaie toujours saignante et purulente, il y a urgence à rejeter cette explication par trop simpliste et à rechercher ailleurs les moyens d'éclaircir et de résoudre le problème.

Nous assistons à un phénomène en apparence des plus étranges.

Il y a eu sans doute, au cours du XIXe siècle, à plusieurs reprises, des occasions qui ont paru propices à un arrangement des rapports entre la Russie et la société polonaise. Celle-ci ne sut pas ou ne voulut pas en profiter... Pourquoi?... Certaines personnalités, certains groupes politiques furent seuls à prêcher une politique d'entente ; le gros de la nation polonaise, par contre, suivit irrésistiblement ceux qui poussaient à la lutte à main armée et tendaient à se séparer de la Russie. Toutes ces tentatives ont abouti à des défaites; elles ont compromis les forces nationales et aggravé la situation politique. Malgré cela, la nation a profité de chaque occasion nouvelle pour mettre en jeu son existence dans des luttes inégales, et c'est ainsi que, tombant d'échelon en échelon, nous nous sommes trouvés dans la misérable situation actuelle, unique en son genre, car aucun peuple civilisé en Europe ne vit dans des conditions d'existence analogues.

La nation polonaise était-elle prise du vertige du suicide?

Peut-on raisonnablement supposer le peuple polonais capable d'une telle aberration, lui si intelligent, si doué et, avant tout, si pénétré de patriotisme; lui qui, à chaque occasion, fait preuve d'une santé morale si solide et de tant de qualités intellectuelles par l'activité créatrice qu'il déploie dans tous les domaines de la civilisation, en dépit de conditions si peu favorables à son développement?

Non, il faut chercher ailleurs l'explication de cette énigme; et pour la résoudre, il faut l'aborder avec le calme du médecin qui fait l'anamnèse d'une maladie, avec l'impartialité de l'historien qui traite chaque événement en connexité avec d'autres événements, comme étant le dernier chaînon d'une longue chaîne de causes et d'effets.

Je tâcherai de prouver que si les Polonais n'ont pas essayé de reconquérir leurs libertés nationales par voie d'évolution pacifique, c'est que l'Etat a toujours refusé de se prêter à

pareille collaboration, et que les insurrections armées des Polonais ont été non seulement le résultat de leur amour de la liberté et de la conscience de leur droit, mais aussi et avant tout la conséquence des conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouve la nation polonaise sous le gouvernement russe.

Pour quiconque étudie l'histoire de l'époque qui précéda la dernière insurrection polonaise de 1863, n'est-il pas évident que cette insurrection fut avant tout le résultat du régime sous lequel vivait le peuple polonais ? Après l'avoir étouffée, cette insurrection, eut-on la prévoyance d'arrêter à temps la répression ? N'a-t-on pas rendu responsables de ces événements les générations qui n'y ont pris aucune part et qui, par conséquent, n'auraient pas dû en pâtir ? N'a-t-on eu que le bien et rien que le bien de l'Etat en vue, en procédant à la pacification du pays, et n'a-t-on pas plutôt laissé libre cours aux instincts de vengeance, au détriment des vrais intérêts de cet Etat ? Enfin, et ceci importe particulièrement, quand le passé s'est trouvé liquidé, quand, sur ses décombres, il a fallu réorganiser les conditions d'existence du pays sur des bases nouvelles, la politique russe a-t-elle eu vraiment le bien de l'Empire en vue et rien que ce bien ? Qu'a-t-elle entrepris pour prévenir le retour de l'incendie ?

Voilà ce qu'il faut avant tout se demander dans une étude sur la question polonaise en Russie.

CHAPITRE II

A partir des partages jusqu'à la dernière insurrection (1772-1863).

Motifs des partages. — Insurrection de 1831. — Répressions sous Nicolas Ier. — Rapport de Miloutine sur la Pologne à la veille de l'insurrection de 1863. — Alexandre II (1855). — Mort de Paskiewitch (1858). Gortschakoff. Wielopolski et ses réformes. — Elles sont trop tardives. — L'insurrection de 1863 éclate. — Ses causes. — Ses conséquences. — La réforme de Miloutine (1866). — Réaction soudaine de 1867. — Le comte Tolstoï inaugure le système de russification des écoles. — Ce système se maintient, avec des alternatives de rigueur et d'accalmie (Albedynski, 1879-1881), pour atteindre son point culminant d'intransigeance sous Hourko et Apoukhtine.

La Pologne a perdu son indépendance (1772-1795) pour cette raison principale qu'elle n'avait pas su, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, se transformer en Etat moderne, ni se prémunir contre les convoitises de ses voisins. Pour sa défense, on peut cependant alléguer qu'à cette époque presque toutes les nations du continent furent plus ou moins ébranlées par des crises intérieures, et en proie à une assez forte décomposition morale et sociale. D'autre part, il ne faut pas oublier que la Pologne, agonisante et morcelée déjà, mais indépendante encore, sut se hausser à un acte de haute et intelligente politique en acclamant la Constitution du 3 mai 1791, qui comportait un vaste plan de réformes libérales. Il est vrai que les puissances voisines ne permirent pas l'exécution de ce plan et qu'elles démembrèrent la Pologne.

Le deuxième partage, en 1793, et le troisième, en 1795, comme des coups de foudre, éclairèrent les esprits et assainirent l'atmosphère ambiante. La génération qui mûrissait alors sortit de sa torpeur, galvanisée soudain par l'effroyable catastrophe. La conscience nationale se réveilla, une grande flamme de patriotisme embrasa les cœurs et chacun brûla de reconquérir l'indépendance perdue où apparaissait la seule raison d'être de la

nation. Les luttes d'alors, l'insurrection de Kosciuszko et les légions napoléoniennes influèrent sans aucun doute sur la régénération de l'âme polonaise.

On nous reproche de n'avoir pas mis à profit la possibilité de faire renaître la vie nationale sur le lambeau de patrie qui nous était laissé par le Congrès de Vienne (1815), et d'avoir pris les armes contre la Russie. Mais il faut concéder qu'une nation qui vécut tant de siècles, puissante et auréolée de gloire, ne pouvait se contenter du sort qui lui était échu ; elle ne pouvait se résigner à sa dégradation morale et matérielle, ni mettre bas les armes avant d'avoir brûlé ses dernières cartouches. Il faut ajouter aussi que ces élans demeurèrent vains, et lui furent préjudiciables, puisqu'ils la dépouillèrent peu à peu du reste de son individualité en tant qu'Etat, mais que cependant la nation comme telle retira de cette tourmente un grand profit moral. Elle en sortit rajeunie et ennoblie, brûlante de patriotisme, prête à tous les sacrifices, capable de s'offrir tout entière sur l'autel de la patrie ; elle retrouva, en un mot, les qualités qui lui avaient fait un moment défaut, et dont l'absence avait contribué à sa chute. L'expression suprême de cette renaissance fut l'épanouissement de la grande poésie de l'émigration, qui jusqu'à présent vivifie l'âme polonaise. C'est à cette renaissance que le peuple polonais doit d'avoir pu durer pendant plus de cent ans, en dépit d'épreuves si dures qu'on ne peut les comparer avec celles d'aucun des peuples dont les annales nous ont été transmises par l'histoire.

Le 29 novembre 1830, éclata à Varsovie une insurrection qui s'étendit à tout le pays. Après des luttes héroïques, l'armée du petit Royaume de Pologne fut vaincue, et, par la volonté de l'empereur Nicolas Ier qui, en 1825, avait succédé au « rénovateur de la Pologne », Alexandre Ier, toute l'autonomie, la Diète, l'armée et les institutions nationales furent supprimées. Le Royaume de Pologne cessait d'exister et devenait une simple province russe.

Les trente années du règne de Nicolas Ier, chef de la réaction européenne, pesèrent lourdement sur la Russie, mais bien plus lourdement encore sur la Pologne, qui fut écrasée non seulement au point de vue politique, mais encore au point de vue national.

Les prisons regorgèrent de personnes accusées ou soupçonnées de haute trahison, et des milliers n'en sortirent que pour être déportées en Sibérie; de nombreuses propriétés furent confisquées. Toute velléité de progrès fut traitée comme un mal qu'il faut extirper. Au lieu de citer, à ce sujet, les témoignages historiques polonais, je préfère produire celui d'un homme d'Etat russe qui ne peut être soupçonné de partialité en notre faveur. Voici comment le secrétaire d'Etat, Nicolas Miloutine[1], à qui le gouvernement impérial avait confié la tâche de réformer la Pologne insurgée, dépeint dans un rapport présenté à l'Empereur Alexandre II, en 1864, la situation de la jeunesse polonaise avant l'insurrection de 1863.

« Quand la révolution de 1831 fut réprimée, le gouvernement décida de tirer parti de l'enseignement public comme d'un des plus sûrs moyens d'affermir, de consolider l'autorité légale dans le Royaume de Pologne, de déterminer la fusion des deux races : de la race russe et de la race polonaise. L'idée initiale du système officiel en faveur fut la suivante : on considéra le développement et le progrès de l'enseignement supérieur comme dangereux, car il ouvrait la porte aux tendances révolutionnaires. En conséquence de ces craintes, le gouvernement, après avoir fermé l'Université de Varsovie, en 1831, refusa pendant vingt-cinq ans de créer tout établissement similaire d'enseignement général ou consacré à quelque spécialité. En même temps, les écoles secondaires furent graduellement réduites. En 1830, le royaume de Pologne comptait quinze gymnases (lycées). Il n'y en avait plus que onze en 1833, et seulement sept en 1850. En 1851, le droit d'admission dans ces lycées ne fut plus accordé qu'aux enfants de la noblesse et à ceux des fonctionnaires du gouvernement. Il n'y a aucun progrès non plus dans le régime de l'enseignement primaire. Quant aux résultats de ce système qui dure depuis trente ans, ils ne sont pas ceux qu'on espérait. Le niveau de l'instruction a considérablement baissé : la génération élevée après 1830 est, d'après le témoignage de tous ceux qui connaissent le pays, beaucoup moins instruite que celle qui l'a précédée; mais en même temps elle est plus mauvaise sous le rapport politique, et elle nous est plus hostile. En rendant plus difficile aux Polonais l'accès à l'enseignement supérieur, et en favorisant une éducation politique superficielle aux dépens de la science véritable, nous avons ouvert la porte à une propagande révolutionnaire à laquelle les intelligences à moitié développées sont plus accessibles. »

Tout travail social, même le plus loyal et le plus pacifique, n'eût-il eu pour but que de relever le bien-être matériel et moral des Polonais, était rendu impossible. La littérature nationale avait

[1] Voir le remarquable ouvrage d'Anatole Leroy-Beaulieu : *Un homme d'Etat russe, Nicolas Miloutine.*

été bannie à l'étranger et, transplantée loin du sol natal, elle s'épanouissait dans un monde irréel de rêve et d'exaltation. Dans le pays, ses productions étaient d'autant plus précieuses qu'il était très difficile de se les procurer et qu'il était dangereux de les lire. Elle était devenue en exil au plus haut point révolutionnaire, et ses idées se répandaient furtivement en Pologne, où on prohibait tout ce qui aurait pu être un antidote contre ce « poison » des âmes.

En 1855, Nicolas Ier mourut et Alexandre II lui succéda. En Russie, il inaugura une ère de réformes considérables qui devaient avoir une profonde influence sur l'évolution de la vie de l'Empire. En Pologne, par contre, on entendit un rude avertissement : « *point de rêveries !* ». L'oppression, avec la mort du prince Paskiewitch (1858) et la nomination du prince Gortchakow aux fonctions de vice-roi du Royaume, avait un peu fléchi, mais aucun changement de quelque importance n'était survenu dans le régime. En attendant, les émigrés de l'Ouest et les exilés de l'Est (Sibérie) furent autorisés à revenir. Les premiers apportèrent avec eux le souffle frais du mouvement nationaliste, inauguré là-bas sous l'inspiration de la politique de Napoléon III et des mots d'ordre révolutionnaires de la « Jeune Europe »: la renaissance de l'Italie enthousiasmait les nations opprimées. La lourde atmosphère qui pesait sur le pays en fut agitée et troublée. Varsovie entra en ébullition, la province de même. L'énergie de la nation n'ayant pas d'autres moyens de s'épancher se fit jour en des manifestations qui eurent la rue pour théâtre. Le flot montait, montait, menaçant de rompre les digues.

C'est alors que le gouvernement, sur les instances du marquis Alexandre Wielopolski [1], homme d'Etat de grand style, se hâta d'introduire des réformes qui devaient, on l'espérait du moins, changer la physionomie du pays de fond en comble.

Elles ne firent aucune impression, hélas ! Elles ne calmèrent pas la surexcitation des esprits, elles ne conjurèrent pas la tempête qui approchait. Le remède au mal était venu trop tard.

L'exaltation envahissait les masses et prenait les formes d'une

[1] Wielopolski s'était rendu célèbre, en 1846, par une lettre passionnée adressée à Metternich, dans laquelle il rendait le gouvernement autrichien responsable des massacres galiciens de 1846 et remettait le sort de son pays entre les mains de Nicolas Ier.

force élémentaire, au point que le « Comité central » (le gouvernement national occulte), lui-même, devint incapable de la modérer et de la diriger, et se trouva contraint de proclamer l'insurrection (22 janvier 1863), tout en sentant que l'heure n'avait pas encore sonné et que le mouvement n'avait que des chances douteuses de réussir. L'incendie se propagea avec une telle rapidité que les conservateurs, s'apercevant qu'ils perdaient pied, eurent recours à un stratagème désespéré et, comme le général Chlopicki, généralissime de l'armée polonaise en 1830, adhérèrent au mouvement dans l'espoir qu'ils parviendraient à s'en rendre maîtres.

Si l'on veut bien se souvenir des conditions au milieu desquelles s'était développée la génération de 1831, on se rendra très aisément compte de cet état de choses. L'éducatrice de la génération nouvelle avait été la politique même du gouvernement qui s'était appliqué à empêcher le pays de retrouver son équilibre après les ébranlements antérieurs et qui avait travaillé pendant trente ans à préparer une nouvelle explosion.

Des réformes datant de quelques mois, qui rétablissaient l'autonomie, sans l'armée et sans la Diète, il est vrai, mais toujours d'une façon assez large, ne pouvaient pas réparer le mal que des années de rigueurs avaient accumulé ; ainsi que s'exprimait judicieusement un de nos écrivains politiques « les poudres étaient rassemblées, il suffisait d'un simple briquet et, à défaut de celui-ci, un cierge dans une église, une chandelle dans la soupente d'un étudiant, une étincelle jaillissant d'une enclume les auraient enflammées. »

Les réformes ne faisaient pas l'effet d'actes sages, conséquents, accomplis par des hommes d'Etat convaincus de leur nécessité, mais bien d'expédients conçus par des policiers aux abois, qui ne savaient plus comment enrayer la mutinerie déchaînée dans la rue. On les concédait au dernier moment avec une hâte fébrile, souvent par télégramme, sans s'apercevoir qu'elles n'avaient plus le caractère de concessions spontanées, mais bien les apparences délétères de conquêtes extorquées par la violence.

Le changement de système, dans ces conditions, ne pouvait calmer l'exaltation des têtes troublées par les excitations qui affluaient de l'étranger. On ne vit dans les réformes consenties que des signes de la faiblesse de l'Etat. Elles ne réussirent même pas à convaincre les hommes mûrs et raisonnables : ils ne

croyaient pas à la bonne foi du gouvernement. Aussi ces réformes si précieuses ne firent-elles que précipiter le mouvement révolutionnaire. Cela peut paraître inconcevable aux esprits qui ne vont pas au fond des choses et des âmes, mais il n'en est pas moins vrai que ce fut ainsi (le fait n'est pas isolé dans l'histoire), et ce devait être ainsi : des concessions accordées trop tard ne pouvaient engendrer qu'une équivoque aux yeux des illuminés lancés sur une pente dangereuse, et les induire en erreur en leur faisant croire qu'ils avaient trouvé la bonne voie.....

Il fallut quinze mois pour éteindre l'incendie auquel on avait, pendant trente ans, fourni la matière combustible.

Les austères critiques historiques considèrent l'insurrection de 1863 comme une sorte de folie, d'aveuglement. Nous aurions dû, affirment-ils, profiter des avantages et des adoucissements accordés en 1861-1862. Nous connaissons déjà les causes de cette folie et de cet aveuglement ; nous savons que les trente ans du dur règne de Paskiewitch non seulement n'avaient pas étouffé mais avaient au contraire attisé les regrets de l'indépendance perdue ; nous savons que la nation n'avait pas su résister à la tentation d'essayer ses forces dans une lutte inégale, et qu'elle avait pris les armes aussitôt que les clameurs de liberté étaient parvenues jusqu'à elle d'au-delà des frontières, avec le mirage de vagues promesses européennes d'intervention et de secours. Nous savons aussi comment finit cet entraînement et à quelle liquidation atroce il aboutit. Des milliers d'adolescents, la fleur même de la nation, son bien le plus précieux et son espoir, tombèrent sur les champs de bataille ; les gibets se dressèrent plus nombreux que les croix des carrefours ; les victimes prirent le chemin de la Sibérie par dizaines de mille ; à ceux qui restèrent à la garde du foyer et qui durent vivre, on reprit jusqu'au dernier vestige d'une autonomie quelconque, et tous les efforts tendirent à anéantir la résistance et la pensée même d'une résistance possible.

Ce furent des représailles sanglantes, terribles, implacables.

Toutefois, pendant quelques années encore, on n'abolit point l'individualité politique du Royaume. La répression nationale ne commença pas à fonctionner tout de suite. Les réformes de 1861-1862 ne furent pas rétablies, il est vrai, malgré la promesse de l'Empereur, publiée dans le rescrit adressé au Grand-Duc Constantin (en décembre 1863), mais, jusqu'à un certain point,

on admit en principe que le pays avait quelque droit à sa propre personnalité, dans son développement national et social. La réforme de Miloutine (1866) laissa la langue polonaise régner dans l'enseignement tout entier, du haut en bas, depuis l'université jusqu'à l'école primaire. Le manifeste de l'empereur Alexandre II, daté de Jugenheim, accorda à la jeunesse polonaise la faculté de s'instruire dans sa langue maternelle, et déclara que jamais l'école ne serait entre les mains du gouvernement un « instrument politique ».

Soudain, en 1867 — alors que la population ne pensait qu'à guérir de ses blessures et que rien n'était en état de justifier la nécessité de nouveaux châtiments — il y eut dans la politique une réaction inattendue et violente. Le nouveau ministre de l'Instruction publique, comte Dimitre Tolstoï, élabora un nouveau plan d'éducation. L'organisation scolaire en Pologne, qui venait à peine de recevoir la sanction impériale de par la volonté de l'empereur Alexandre II (en 1862), fut du coup anéantie ; à sa place, on introduisit un nouveau règlement ayant pour but la russification complète des écoles [1]. Non seulement le polonais fut rayé du programme, en tant que langue d'enseignement, mais il fut même enseigné en russe. On confia enfin l'éducation de la jeunesse à des pédagogues venus de Russie.

Après une accalmie relative (l'administration du général Albedynski, de 1879 à 1881), pendant laquelle le système ne s'amenda pas, mais fut plus amène dans ses formes, il y eut une recrudescence fiévreuse de russification sous le sévère gouvernement du général aide-de-camp Hourko. La lutte contre la nationalité et contre la culture polonaise passa à l'état aigu. Hourko était secondé et même surpassé par un fanatique de la russification, le curateur (l'inspecteur général) de l'enseignement dans le Royaume, Al. Iv. Apoukhtine.

Et cette recrudescence d'oppression nationale se manifestait au lendemain de 1877, de la grande guerre entreprise par la Russie pour la libération des Slaves méridionaux (je me souviens des placards affichés sur les murs de Varsovie, invitant les Polonais à participer aux collectes), alors que tout le pays était tranquille, qu'on n'entendait parler nulle part de cons-

[1] D'abord par décrets ministériels (ce ne fut que quelques années plus tard qu'on donna à ces règlements une forme législative et qu'on les promulgua) en date du 10 février 1868 et du 1er mai 1869.

pirations, de menées souterraines contre l'Etat (les démonstrations sporadiques des socialistes mises à part, bien entendu), alors que le programme du « travail organique » triomphait parmi les jeunes et parmi les vieux (il préconisait le renoncement à la « grande politique » et la concentration de l'effort national pour le relèvement économique et social), alors que le chef intellectuel des progressistes polonais, Alexandre Swietochowski, lui-même, écrivait ses *Wskazania polityczne* (Indications politiques), archi-modérées et ultra-conciliatrices. C'est à ce moment de détente que le gouvernement jugeait nécessaire et pratique de déséquilibrer la nation à l'aide de nouvelles expériences russificatrices.

Ce fut le déchaînement d'une oppression implacable qui enveloppa la vie entière du peuple, visant son patrimoine politique, national, social, économique. On avait décidé de traiter les Polonais en ennemis qui ne méritent aucun égard ; on avait décidé d'anéantir la civilisation polonaise, sa culture, son bien-être, de tout ruiner, de tout niveler, afin qu'il ne restât aucune trace *ubi Troia fuit.*

CHAPITRE III

L'école russe en Pologne.

Les écoles supérieures polonaises sont transformées en écoles russes, les professeurs forcés d'émigrer. — Ecoles secondaires. Rapport du général Hourko (1891) : il constate les mauvais traitements dont souffrent les enfants à l'école. — Wladimir Hourko, montre les résultats désastreux de la russification des écoles (1897). L'ignorance, mère du vice et du crime. La collaboration des Polonais est refusée, punie. Le prêtre même exilé de l'école. — Le gouvernement russe s'efforce de creuser un abîme entre les paysans et les intellectuels, les patrons et les ouvriers. De là la vaste floraison de l'esprit anarchique et « expropriateur » dans les classes ouvrières et rurales de la population.

La plus grande activité, le plus grand zèle furent dépensés, bien entendu, dans le domaine de l'enseignement et du développement intellectuel.

Je ne m'étendrai pas longuement au sujet des études supérieures. Toutes les hautes écoles polonaises (université, institut agricole, école vétérinaire) devinrent des établissements russes. Les professeurs polonais en furent écartés presque totalement. Les agrégés d'origine polonaise n'y furent plus reçus. Et comme aucune institution scientifique polonaise n'était autorisée, la science, en Pologne, n'eut plus un seul foyer, un seul refuge, et ses savants se virent contraints d'émigrer à l'étranger ou de se contenter de modestes places d'instituteurs dans des pensionnats de jeunes filles.

Passons à l'enseignement secondaire.

Servons-nous de témoignages non suspects, de sources officielles russes. Le rapport du général-gouverneur Hourko à l'Empereur en 1890[1], constate que l'école traite l'enfant polonais « en ennemi » et avec un mépris injurieux. Hourko appelle l'attention sur ce fait que le système appliqué dans les écoles de

[1] Les généraux-gouverneurs, en Russie, sont tenus de présenter tous les ans à l'Empereur un rapport sur la situation politique de la province confiée à leurs soins.

l'Etat ne donne pas les résultats que l'on en attendait, et qu'en fin de compte il façonne une jeunesse décidément hostile à la Russie. Le mémoire du général Hourko s'exprime textuellement comme suit :

« Dans les écoles impériales du Royaume, on traite les enfants polonais non seulement sans bienveillance, mais d'une manière hostile; on leur fait un grief de leur origine; on offense ouvertement leurs sentiments nationaux; on méprise leur religion; quant à leur langue natale, elle est reléguée après les langues étrangères, le français et l'allemand. En retournant dans son foyer, l'enfant fait part à ses parents, déjà peu enclins à aimer la nation russe, des insultes qu'il essuie à l'école; il leur dit combien les enfants russes sont favorisés, ce qui est vrai, car les autorités scolaires exigent des enfants polonais une meilleure compréhension de la langue et de la grammaire russe que des petits Russes. Un traitement aussi dépourvu de cordialité entraîne, bien entendu, un résultat tout opposé à celui que le gouvernement attend de l'influence de l'école; non seulement il n'apprend pas à l'enfant à aimer la Russie, mais il le pousse, au contraire, dès le premier âge, à détester tout ce qui est russe, c'est-à-dire tout ce qui l'a abreuvé d'injures et lui a fait verser tant de larmes amères pendant les plus belles années de son existence. »

Le prince Imérétinski qui, deux ans après la retraite de Hourko, exerça les fonctions de général-gouverneur en Pologne (1896), n'a pas été moins énergique à condamner le système éducateur et la conduite des autorités scolaires de Varsovie; il conclut à la nécessité de créer un nouveau type d'école « qui puiserait sa force non dans l'impuissance de la jeunesse scolaire et des parents de cette jeunesse, mais dans sa valeur morale ».

C'est l'auteur d'un livre signé W. R., et portant le titre de *Otcherki Priwislinia* [2], qui a critiqué avec le plus d'énergie l'école russe en Pologne. Ce livre a été écrit, ce n'est plus un secret aujourd'hui, par Wladimir Jossifowitch Hourko, le fils du général-gouverneur et son collaborateur le plus intime, qui fut plus tard sous-secrétaire au ministère de l'Intérieur et membre du Conseil de l'Empire. L'auteur des *Otcherki Priwislinia* ne cache pas son peu de sympathie pour les Polonais; il se pose en apologiste du système de son père qui lutta contre Apoukhtine, dans toutes les questions scolaires, mais n'en fut pas moins un partisan décidé de la russification à outrance. L'auteur

[2] *Otcherki Priwislinia* (Essais sur les pays du bassin de la Vistule), par W. R., Moscou 1897. Typographie de Chirine.

des *Otcherki Priwislinia* est donc pour l'oppression politique et contre toute réforme. Son opinion sur les questions se rapportant au Royaume n'en est que plus précieuse, et cela d'autant plus que, pour documenter son livre si intéressant et écrit avec tant de verve, il disposait des vastes archives administratives du général-gouverneur de Varsovie.

Hourko le jeune soutient que, « loin d'avoir changé le caractère des classes lettrées dans le pays, l'école russe a grossi les rangs des gens hostiles » (page 305), et plus loin, « que l'enseignement du polonais dans les écoles secondaires du Royaume est une source de vexations à l'égard de cette langue et de ceux qui l'étudient » (page 315).

Les témoignages que je viens de citer sont rigoureusement conformes à la réalité.

Cette école, condamnée par des fonctionnaires on ne peut plus mal disposés pour nous, a été en vérité la honte du XIX[e] siècle. Sa valeur didactique fut nulle, parce qu'elle se proposait avant tout un but politique. Au lieu d'être une institution consacrée à l'éducation de la jeunesse, elle avait été changée en une vaste usine de dénationalisation, et, bien qu'elle n'ait pu réaliser ses visées chimériques, elle n'en a pas moins été un instrument de torture pour nos enfants.

Non seulement tous les cours étaient professés en russe, non seulement la langue polonaise elle-même et sa littérature étaient enseignées et commentées en russe, mais elles étaient reléguées au dernier plan. Leur étude n'était pas obligatoire; elles n'avaient aucune influence sur les notes de classe ; et comme tout cela ne suffisait pas aux démolisseurs, on décida encore que les cours destinés à l'enseignement du polonais seraient employés à perfectionner les élèves dans l'exercice du russe [1]. On se servit de l'étude de l'histoire pour martyriser la jeunesse. Les trop fameux manuels d'Histoire de la Pologne, commentés par des pédagogues imbus des mêmes préjugés que les auteurs de ces manuels, dénigraient et tournaient en dérision tout ce que, dans la maison paternelle, l'enfant apprenait à respecter et à chérir comme une chose sacrée.

Les règlements de l'école lui rappelaient à chaque instant

[1] Consulter le mémoire du prince Imérétynski de 1897 et la circulaire des chefs de la direction scolaire du 18 septembre 1899 qui ordonnait que dorénavant les leçons de polonais fussent consacrées à des traductions en russe.

qu'il appartenait à une race asservie et condamnée à périr. Il suffit de noter qu'il était sévèrement défendu aux enfants polonais de parler leur langue maternelle à l'école, même pendant les récréations. Si, après trois avertissements, l'enfant commettait encore une fois ce « délit », il était chassé de l'école. La majorité des corps enseignants s'étaient constitués les gardiens de cette « loi », véritable défi à la civilisation, et mettaient le plus grand zèle à la faire respecter. Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'une influence morale quelconque de l'école sur la jeunesse. Entre l'élève et l'instituteur les rapports étaient ceux de la victime avec le bourreau. Il y avait entre eux un gouffre rempli de méfiance, de répugnance et d'aversion. L'enfant, avant même de s'être fait une idée exacte des phénomènes élémentaires de la vie, apprenait à haïr, à exécrer ces hommes qui auraient dû être ses amis naturels, ses protecteurs et ses guides. Il se sentait persécuté et circonvenu à l'école et au dehors. Un vaste système d'espionnage l'habituait à la dissimulation et au mensonge.

En un mot, l'école, en Pologne, fut une véritable officine politique qui éveilla et cultiva la haine envers le corps enseignant, envers l'Etat qui l'avait nommé, envers la race qui produisait de tels pédagogues et envers le régime qui faisait tant souffrir. Quand l'adolescent sortait de ce bagne pour entrer à l'université, il était mûr pour le rôle d'agent de propagande politique. Il se jetait dans le tourbillon de la vie d'étudiant, prenant une part active à la création de sociétés occultes et colportant des publications prohibées. On finissait par l'enfermer dans la citadelle; on l'envoyait en Sibérie, à moins qu'il n'évitât ces châtiments en passant la frontière. C'est ainsi que l'école d'Apoukhtine eut pour unique résultat de perfectionner le type du conspirateur politique polonais.

Il n'est donc pas étonnant que les comptes rendus officiels du ministère de l'Instruction publique et de l'administration du gouverneur-général constatent que de 1882 à 1896 (pendant le règne d'Apoukhtine) l'enseignement populaire a reculé.

Au moment où l'administration d'Apoukhtine prit fin, on comptait une école pour une population de 2150 âmes, cependant qu'en 1882 il y en avait une pour 1950 habitants. Mais, d'après W. J. Hourko, [1] ces chiffres ne revêtent leur complète signifi-

[1] *Otcherki Priwislinia*, p. 275.

cation que si l'on considère que, sur la totalité des élèves de l'école populaire, 4,4 °/₀ seulement terminaient leur stage, tandis que le reste s'arrêtait en route. La plupart ne la fréquentaient que pendant un an, 75 °/₀ l'abandonnaient au bout de deux ans, et il faut encore ajouter que les enfants des villageois n'allaient à l'école que 50 jours par an, en moyenne.

La statistique ayant trait au temps présent n'est pas moins éloquente.

Le secrétaire d'Etat Koulomzine, président de la Commission de l'enseignement public auprès du Conseil de l'Empire, a calculé qu'en dépit de la civilisation relativement élevée et de la densité de la population dans le Royaume de Pologne, le nombre des écoles primaires et des élèves est beaucoup plus réduit dans ce pays que dans le reste de l'Empire (chez nous une école pour 2552 habitants, dans l'Empire pour 1907).

D'après le calcul de M. Koulomzine, basé sur les comptes rendus que lui avait fournis le ministère de l'Instruction publique, le Trésor dépense dans l'Empire 4 fr. 50 pour chaque enfant d'âge scolaire (de 8 à 11 ans), et seulement 1 fr. 50 environ dans le Royaume de Pologne.

Ces chiffres ne peuvent pas être contestés et se passent de tout commentaire.

Dans les agglomérations urbaines de plus de 1500 habitants, l'instruction n'est pas mieux traitée. Il y a en tout quelques centaines d'écoles urbaines avec 40 000 élèves; rien qu'à Varsovie 100 000 enfants d'âge scolaire vivent abandonnés à eux-mêmes, future proie de la misère et du crime.

La question des écoles est intimement liée, ainsi que la cause l'est à l'effet, à un retour des masses populaires à l'état primitif, retour dont nous chercherions en vain un équivalent dans les autres pays civilisés de l'Europe. Ce n'est pas seulement durant ces dernières années que s'est fait sentir ce déchaînement des mauvais instincts qui sommeillent dans l'homme. C'est jusqu'en 1880 qu'il faut remonter pour trouver les origines de la corruption des mœurs. La statistique criminelle note que, depuis dix ans, la criminalité, dans le Royaume, a augmenté de 46 °/₀, pendant que dans ce même laps de temps cette augmentation n'a été que de 14 °/₀ dans les gouvernements du centre [1].

Pouvait-il en être autrement ?

[1] Parmi les individus condamnés en justice, il y a 80 °/₀ d'illettrés.

Le gouvernement, en concentrant tous ses efforts sur un but : briser politiquement la nation polonaise, manquait (au cas où il l'aurait voulu) de force et de moyens pour entreprendre à lui tout seul une œuvre de développement social, et, en même temps, il refusait d'admettre la collaboration de la société polonaise. Il prohibait tout groupement qui aurait pu redonner des forces à la nation et lui eût permis d'exercer une action civilisatrice et moralisatrice. Convaincu que l'école russe était un instrument de russification infaillible, il craignait de retarder, par la moindre concession, l'époque tant désirée où, selon une prédiction d'Apoukhtine, « les mères polonaises berceraient leurs enfants en leur chantant des chansons russes ».

De plus, le gouvernement s'appliquait jalousement à préserver l'âme du paysan polonais de tout contact avec les intellectuels de la nation. Les propriétaires terriens et les membres des classes élevées du pays étaient accusés ironiquement d'abandonner le peuple à son sort, de le traiter comme du « bétail », de ne rien faire pour son relèvement. C'était le thème préféré des publicistes russes. Mais, tout en nous injuriant, on ne nous permettait d'entreprendre aucune action soit civilisatrice, soit économique, sur ce peuple et dans son intérêt. Tout était défendu. Nous savons déjà combien l'enseignement dans les campagnes était peu développé ; mais pour comble, comme si on avait voulu en extirper jusqu'à la dernière influence morale, le prêtre fut exilé de l'école populaire. Selon une statistique officielle pour l'année 1895, sur les quelques milliers d'écoles primaires qui existaient à cette époque, il n'y en avait que 134 où la religion fût enseignée par des membres du clergé catholique. Dans le reste de ces écoles, le catéchisme, ou bien n'était pas enseigné du tout, ou l'était par des instituteurs laïques, orthodoxes ou protestants.

Le bouleversement, l'anarchie, provoqués par l'accroissement de l'industrie manufacturière qui, en majorité, recrute ses ouvriers dans les cadres du prolétariat des campagnes, auraient pu être endigués par un énergique travail humanitaire en faveur de ces frustes éléments.

Malheureusement, les conditions ne se prêtaient pas à un pareil travail.

A Varsovie et dans les centres ouvriers, la corruption faisait d'effroyables ravages. Et comment aurait-il pu en être autrement

quand le gouvernement frappait d'une amende de 300 roubles et de trois mois de prison ceux qui osaient se livrer secrètement à l'enseignement de la langue maternelle? On punissait des actes pour lesquels, dans les pays occidentaux, on érige aux hommes des statues. On se souvient encore à Varsovie que quelques milliers d'enfants furent chassés des asiles et jetés sur le pavé, parce qu'on avait appris que des personnes bien intentionnées y enseignaient à lire et à écrire en polonais. Qu'ils croissent à l'abandon, ces rejetons à demi-sauvages; qu'ils goûtent de la misère et qu'ils s'éprennent du crime, pourvu que la doctrine soit satisfaite!

Et on s'étonna dans la suite que les apaches foisonnassent dans le pays en cette fin d'un siècle civilisé, et qu'il y eût tant « d'expropriateurs » pendant l'ère révolutionnaire et constitutionnelle!

CHAPITRE IV

Politique sociale.

Le principe « divide et impera » aboutit à une déception. — Le peuple des campagnes, au lieu de s'éloigner, s'est rapproché de la nation. — Miloutine (1866) a fait doter les paysans d'une autonomie communale. — Le polonais est toléré dans les écoles et les justices de paix. — On essaie de créer un antagonisme entre le peuple des campagnes et les autres classes de la population. — Dès 1897, le prince Imérétynski signale l'échec de cette tentative. Causes de cet échec: promesses non tenues, russification de l'école (mémoire du gouverneur-général, 1899). Ces persécutions poussent le paysan vers l'école clandestine polonaise. Il en est de même pour les ouvriers.

Avoir l'école à sa merci, fut une des grandes convoitises de la politique de russification ; — s'emparer du peuple des campagnes, en fut une autre.

L'indifférence et, dans certains cas, l'hostilité que les paysans polonais avaient manifestées envers les insurgés de 1863, donnèrent à Miloutine l'idée que le gouvernement pourrait bien étayer sur cette classe populaire sa future politique et son influence dans le pays. Le plan de Miloutine était de se concilier le peuple rural, d'éveiller en lui des désirs de solidarité avec l'Etat, à l'aide de largesses matérielles et morales. En conformité avec cette politique, l'émancipation des paysans en Pologne fut opérée d'une façon qui les favorisait comme nulle part dans tout l'Empire. La population villageoise fut, en outre, dotée d'une vaste autonomie communale, avec la liberté de l'exercer en polonais. Elle eut sa magistrature élective, des écoles populaires polonaises, et, enfin, le gouvernement promit de protéger son développement économique.

Les successeurs de Miloutine allèrent plus loin dans leurs prétentions et leurs désirs. Non contents de donner aux villageois une organisation à part, ils essayèrent de les séparer du reste de la nation, de créer entre eux et elle une sorte d'anta-

gonisme. Le gouvernement persévéra pendant des années dans ces errements en se berçant de l'étonnante illusion qu'il arriverait à ses fins. Mais, dès 1897, on trouve dans le rapport du prince Imérétynski des avertissements qui prouvent que le paysan polonais, non seulement ne s'était pas désintéressé des affaires de la nation, mais qu'il commençait à vivre, à sentir à l'unisson avec elle, et qu'il prêtait l'oreille à la propagande politique. Le prince Imérétynski souligne, dans ce mémoire de 1897, que la « progagande révolutionnaire » fait beaucoup de prosélytes dans les campagnes, comme en témoignent « les rapports de la gendarmerie et de la police » (p. 25). Les dernières illusions s'envolèrent après 1904 et 1905, quand les paysans se déclarèrent ouvertement en faveur des partis nationalistes et qu'ils peuplèrent les prisons. Il fallut punir de fortes amendes les communes et les villages pour leur résistance aux autorités et leur activité patriotique; enfin, lors des élections à la Douma, les paysans votèrent en masse pour les candidats de la fraction des démocrates-nationalistes.

D'où provenait ce revirement?

Tout en suivant les idées de Miloutine on avait négligé le bien-être du paysan polonais [1], et, de plus, on s'était attaqué à ses prérogatives de 1864 qui affirmaient sa nationalité. Son autonomie fut paralysée ; le bras des préfets, et même des simples agents de la police rurale, s'appesantit lourdement sur lui. On abolit le polonais dans l'administration des communes. Arbitrairement, comme en témoigne le compte rendu du Comité des Ministres du 6 (19) juin 1905, l'école polonaise fut supprimée en 1871, et on y substitua un copieux enseignement du russe, tout mécanique pour ces frustes cerveaux. Les protecteurs officiels des paysans, les « commissaires ruraux », se vantaient d'ignorer la langue du peuple [2]. On reprit aussi, en 1885, aux membres des communes, le droit d'influer sur la nomination des instituteurs primaires, et le clergé fut exilé de l'école. Le

[1] « On a trop facilement cru que les paysans sont et resteront toujours fidèles au gouvernement russe, alors que vers 1862 ils n'ont été que reconnaissants. En se fondant sur cette supposition que rien ne justifiait, le gouvernement, trop sûr de lui-même, est entré, depuis vingt ans, dans une période de complète inertie » (Rapport du prince Imérétynski, page 25).

[2] Dans les comptes rendus du Comité des Ministres du 6 (19) juin 1905, nous lisons ce qui suit : « La population des campagnes exprime souvent son mécontentement de ce que les commissaires ruraux, ne connaissant par la langue polonaise, ne peuvent souvent pas comprendre la signification essentielle des requêtes que la population leur adresse. »

rouleau niveleur de la russification avait atteint le bas peuple, la classe la moins éclairée, mais la plus nombreuse de la nation. Pour prouver que mes affirmations ne sont pas exagérées, voici l'extrait d'un document officiel ; c'est un mémoire publié en 1899 par la chancellerie du gouverneur-général de Varsovie, sur la situation de l'école primaire dans le Royaume *(Istoritcheskii otcherk szkolnaho diela,* etc.).

> « Comme la plupart des fonctionnaires d'origine russe sont peu familiarisés avec la langue polonaise, cette langue a dû être presque totalement éliminée du programme de l'enseignement, ce qui provoque les récriminations des paysans qui, sans être opposés à l'étude du russe, et même en la recherchant, désireraient toutefois que leurs enfants sachent aussi lire et écrire leur langue natale. » « Une longue suite de plaintes déposées à la chancellerie du gouverneur-général lui ont fait voir cet état de choses, et comprendre ce qu'il avait de mauvais. Des enquêtes ont établi que la transformation de la plupart des écoles villageoises en écoles communales avait été accomplie contre la volonté des assemblées d'électeurs, sous la pression des autorités administratives, en flagrante violation de la loi ; les décisions de ces assemblées étaient souvent fabriquées de toutes pièces dans la retraite des bureaux de la mairie ou de la préfecture, où l'on falsifiait les signatures des membres du corps électoral, en mettant tout simplement au bas des arrêtés des croix en regard d'une liste de noms. On était allé si loin dans l'emploi de l'arbitraire que des signatures de morts furent apposées sur les procès-verbaux. Les personnes qui avaient le courage de protester contre ces illégalités étaient mises en prison et tombaient sous le contrôle de la police. Aux yeux des paysans, l'école a perdu son prestige et a cessé d'être populaire. La question semble immobilisée dans un cadre rigide qui, un certain temps, en a entravé le développement. Les fautes des propagateurs de ce système ont provoqué l'indifférence, souvent même l'hostilité des paysans contre l'école, et, comme la population du pays, intelligente, vive et impressionnable, ne pouvait cependant pas se passer d'instruction, des écoles clandestines qui s'inspirent d'un esprit indésirable commencent à supplanter l'école officielle. »

La politique officielle, se proposant de creuser un abîme de plus en plus profond entre les classes lettrées et le peuple, et de gagner celui-ci au gouvernement, n'avait pas prévu que le paysan, relevé matériellement (par l'émancipation) et formé socialement (par l'autonomie communale), prendrait son essor, et, qu'en raison même de ce progrès, les différends qui le séparaient des autres classes de la société, loin de s'envenimer davantage, tendraient plutôt à s'atténuer.

On n'avait pas prévu qu'en lui reprenant l'enseignement de

la langue maternelle non seulement on ne le gagnerait pas à la langue russe, mais qu'au contraire on le pousserait vers l'enseignement polonais clandestin. Le paysan désirait s'instruire, mais il voulait l'instruction qui lui était utile. Quand l'Etat refusa de la lui donner, il la prit des mains de ceux qui, avec empressement, venaient la lui offrir.

La méthode avait fait long feu, comme on dit. Le système qui promettait toutes les bénédictions au peuple polonais, mais en dehors de ses traditions nationales et contre son gré, n'avait pas donné de résultats.

On n'avait pas prévu enfin que les répressions exercées sur les autres classes de la société seraient profondément et naturellement ressenties par les masses rurales, et qu'elles deviendraient le tombeau du principe : *divide et impera,* qu elles seraient le cordeau sous lequel s'aligneraient fraternellement toutes les classes et tous les partis.

C'est ainsi que la seconde tentative de russification n'aboutit également qu'à des désillusions.

On tablait moins sur les classes ouvrières, mais tout de même on comptait un peu sur elles. En 1897, l'auteur des *Otcherki Priwislinia*, écrivait en parlant de l'ouvrier polonais : « Il est cosmopolite, indifférent aux questions nationales. Les aspirations de la société polonaise lui sont tout à fait étrangères. Il est difficile de lui trouver des tendances politiques, car il n'aspire qu'à l'amélioration de son bien-être matériel. »

Il semblait qu'il serait possible de cultiver cette indifférence avec profit. Aussi le gouvernement voyait-il d'un mauvais œil les ouvriers se rapprocher des patrons, et empêchait-il ce rapprochement de toutes ses forces. C'était visible, par exemple, dans les difficultés qu'il y avait à obtenir l'autorisation de fonder des caisses de secours. Les inspecteurs des fabriques agissaient dans ce sens ; ils avaient reçu des instructions semblables à celles des commissaires ruraux, et qui leur enjoignaient de s'opposer par tous les moyens à toute tentative d'union entre les différentes classes de la société. Cependant, ici comme ailleurs, la vie corrigea implacablement ce qu'il y avait d'artificiel dans ces menées. Les ouvriers polonais qui ne s'étaient pas enrôlés dans les bataillons de l'étendard rouge et qui

n'étaient pas acquis à l'un des trois groupes du socialisme (au Parti socialiste polonais, à la Démocratie socialiste ou au « Bund ») devenaient des fanatiques du nationalisme polonais et venaient, par milliers, renforcer le camp de la clandestine « Ligue nationale ouvrière ».

CHAPITRE V

Politique administrative.

Elimination des fonctionnaires polonais en 1864, en 1876, en 1891. Ils sont chassés de toutes les administrations: justice, chemins de fer, etc. Le personnel qui les remplace n'est pas à la hauteur de sa tâche. — Rapport du prince Imérétynski (1897); ouvrage de Hourko. Causes de cette infériorité: difficulté du recrutement; milieu hostile; arbitraire; impunité assurée. Exemple fourni par l'enseignement de la religion. — Edit de 1864. Il n'est jamais observé, ainsi que le constate le gouverneur-général dans son rapport de 1891-1892. Décret de 1892 éludé à l'instigation d'Apoukhtine. Le conseil des ministres condamne ces menées en 1905. — Résultats funestes de l'inobservation des lois scolaires.

Il y a eu plusieurs périodes dans l'action éliminatoire des fonctionnaires et des employés polonais de l'administration.

C'est en 1864 que l'on débuta dans cette voie. Il ne s'agissait alors que des postes politiques de confiance que le gouvernement, dans l'intérêt de l'Etat, voulait voir occupés par ses hommes, à lui : par des Russes. En 1876, lors de la réforme de la magistrature, sur la proposition du ministre de la justice, comte von Pahlen, on adopta le principe qu'une moitié des juges devait être recrutée parmi les Polonais, et l'autre parmi les Russes. Mais avec le temps, ce principe fut modifié. Dans les départements de la magistrature, sur 39 présidents et vice-présidents, il n'y en a plus que deux d'origine polonaise; sur les 124 magistrats des tribunaux d'arrondissement et de commerce, on n'en trouve que quinze; sur 70 juges de paix, un seul; sur 139 juges d'instruction, 31 seulement sont des Polonais; parmi les procureurs, il n'y en a pas du tout. Depuis trente et quelques années, un Polonais qui termine ses études dans une université russe, eût-il décroché aux examens la médaille d'or, ne peut pas prétendre à une place plus élevée que celle de greffier (sous-secrétaire). Ceux qui aspirent à de l'avancement n'ont qu'à s'expatrier dans le fin fond de la Russie, vers l'Oural et plus

loin encore. Il en est de même dans les autres services publics. En 1891, il fut décidé en haut lieu de ne confier qu'à des Russes les fonctions de chefs de division des chemins de fer de l'Etat, et, deux ans plus tard, on élabora un projet qui reçut la sanction impériale, mais ne fut appliqué qu'en partie, à cause de la mort de l'Empereur Alexandre III : il était question de réduire le nombre des employés polonais des chemins de fer à 20 °/o pour les places de catégories inférieures, à 5 °/o pour celles de catégories moyennes. Bien que l'application de ce décret n'ait pu être rigoureusement observée, comme je l'ai fait remarquer et pour la raison déjà mentionnée, on n'en a pas moins en l'espace de deux ans écarté près de 700 Polonais des lignes de la Vistule, de Térespol et de Dombrova, pour les remplacer par des Russes qu'on a fait venir des gouvernements du centre de l'Empire.

En général, dans toutes les branches de l'administration, on a travaillé systématiquement à éliminer l'élément polonais non seulement des postes ayant une importance quelconque, mais même des plus infimes situations, comme celles d'huissiers, de portiers...

Une grave question se pose naturellement. Quelle était la valeur du personnel bureaucratique dont disposait le gouvernement, après avoir banni les employés polonais? Vu l'obstination qu'il mettait à refuser toute participation de la population locale à l'accomplissement des impérieux devoirs sociaux, civilisateurs et économiques qui lui incombaient, ce personnel était son seul collaborateur.

Et il était, ce personnel, au-dessous de la moyenne. Le fonctionnaire russe, importé des provinces du centre, ne brillait ni par ses qualités morales, ni par son intelligence.

Le prince Imérétynski, gouverneur général, dans son rapport de 1897, ne le présente pas sous un jour avantageux :

> « En remplaçant les employés polonais par des Russes, écrit le prince Imérétynski, et en écartant ainsi un contingent considérable de Polonais du service de l'Etat, plus honorable et plus susceptible d'assurer à ses bénéficiaires une vieillesse sans soucis, et par conséquent supérieur aux emplois privés, le gouvernement a causé un dommage sensible à la population polonaise et a, par cela même, détruit sa confiance. Obligée de s'incliner devant une aussi sévère et humiliante *nécessité*, cette population avait au moins droit à une compensation dans la qualité du personnel substitué à celui qu'on éloignait. Or, l'employé russe qui, en entrant en fonctions, n'est qu'insuffisamment instruit, assez peu intelligent et mal

élevé, bon et simple de nature, mais paresseux et de manières grossières, apporte avec lui tout un arsenal d'idées préconçues, d'après lesquelles il entend se gouverner dans l'accomplissement de ses fonctions publiques. Le pays de la Vistule lui semble être le foyer embrasé de la révolution. Dans chaque Polonais il voit avant tout un vaincu, mais aussi un ennemi acharné de l'Etat et de sa personne. Lui-même est, à ses propres yeux, un conquérant, et selon le dicton : « On ne juge pas les vainqueurs » (pobieditelеï nie soudiat), il se croit au-dessus du contrôle, non seulement de l'opinion, mais de sa propre conscience (page 60). »

W.-J. Hourko, dans ses *Otcherki Privislinia*, tout en glorifiant les personnages qui se trouvent à la tête des institutions gouvernementales, s'exprime très sévèrement au sujet des employés subalternes qui viennent de Russie, et leur reproche leur manque de bonne foi ainsi que d'autres défauts encore :

« La négligence qu'ils apportent dans l'accomplissement de leurs fonctions, leur inclination à l'ivrognerie, leur cupidité, toutes ces tares qu'ils possèdent au suprême degré, ne les empêchent pas d'exiger du pouvoir une protection spéciale pour cette seule raison qu'ils sont des Russes (page 135). »

Plusieurs causes ont coopéré à l'abaissement du niveau moral des employés russes dans le Royaume.

Avant tout, la difficulté du recrutement. Il n'y a jamais eu en Russie beaucoup de postulants désireux de servir en Pologne, parmi ceux qui étaient qualifiés moralement et professionnellement pour y avoir droit. Les émoluments supplémentaires et les pensions de retraites plus élevées ne suffisent pas pour les décider à s'expatrier. Les mêmes considérations qui ont obligé d'agréer les séminaristes à l'université de Varsovie ont fait fermer les yeux sur les titres de ces employés d'importation [1].

L'atmosphère politique dans le Royaume, l'antagonisme entre le pouvoir et la société et partant entre Polonais et Russes, l'air infecté par les miasmes de la méfiance et de la haine réciproques, tout cela devait fatalement influer sur les dispositions de l'employé en service dans le territoire de la Pologne. Les caractères les mieux trempés ne résistèrent pas à l'épreuve.

Mais la conduite illégale du gouvernement était pour l'employé la plus funeste leçon ; il y trouvait un encouragement à l'arbitraire et une garantie à l'impunité.

[1] Le programme de l'enseignement dans les petits séminaires est bien inférieur à celui des collèges de l'Etat. Aussi les séminaristes orthodoxes ne sont-ils pas admis dans les universités de de l'Empire.

Indépendamment de la répression légale, la population du Royaume avait à souffrir de ce fait que la bureaucratie locale ne se croyait pas tenue à respecter les lois et décrets législatifs, eussent-ils même obtenu la sanction impériale. Elle les violait selon son bon plaisir, au détriment de cette population. Les règlements étaient ou défigurés ou éludés ; on les appliquait souvent à l'encontre des intentions du législateur, on leur donnait inutilement une élasticité démesurée. L'interprétation et l'application des lois étaient le domaine discrétionnaire des organes administratifs, même de catégorie inférieure. Le droit avait fait place à l'arbitraire.

Ne pouvant donner un aperçu complet de l'histoire de l'illégalité dans le régime politique du Royaume de Pologne, je me permettrai d'emprunter au système scolaire quelques exemples éloquents qui sont une illustration de ma thèse. Ainsi : la religion catholique devait être enseignée dans les écoles primaires du Royaume par des prêtres. Ce principe n'a jamais été et ne pouvait être, à ce qu'il semblerait, contesté à St-Pétersbourg. Son équité n'est que trop évidente. Le Comité des Ministres, dans sa séance du 29 avril 1896, avait décrété : « Quant à confier l'enseignement de la religion catholique à des personnes d'une autre confession, la chose est rigoureusement interdite, parce qu'elle offense les sentiments religieux de la population et peut éveiller en elle une juste indignation contre l'Etat. »

Un édit qui date du 30 août 1864 donnait aux communes le droit de désigner les membres du clergé qu'elles désiraient voir nommer aux fonctions de catéchistes. Comme cet édit était volontairement ignoré par les autorités scolaires, en février 1890, il y eut à Saint-Pétersbourg, sous la présidence du Ministre de l'Instruction publique, une conférence extraordinaire qui décida de maintenir les prêtres catholiques, en conformité avec l'édit cité plus haut. « En dépit de cette décision, écrit le gouverneur-général de Varsovie, Hourko, dans son rapport pour l'année 1891, la loi n'a jamais été observée. » Le compte rendu de l'année scolaire 1891-1892 constatait que, dans la plupart des écoles populaires, la religion catholique n'était pas du tout enseignée ; dans cinquante-huit écoles, elle l'était par des protestants, dans quarante-quatre, par des orthodoxes ! En présence de la répugnance du département de l'enseignement à se conformer aux prescriptions de la loi, le général Hourko provoqua,

le 16 mars 1892, de la part du Comité des Ministres, une nouvelle décision qui tendait à trancher la question définitivement.

Mais, cette fois encore, la volonté du pouvoir central fut éludée.

Le curateur de l'arrondissement scolaire de Varsovie, Apoukhtine, fit parvenir la résolution du Comité des ministres à ses employés subalternes, en y ajoutant une petite « observation » de son crû : « Les écoles où des prêtres enseigneront le catéchisme devront être régulièrement visitées par les représentants de l'autorité des gouvernements, par les commissaires aux affaires rurales et par les agents de la police des campagnes. Ces contrôleurs auront soin de se convaincre si « les cours sont exactement règlementaires » en « soumettant les enfants à des interrogations. »

Le but de cette circulaire était atteint ; le contrôle et la surveillance de l'enseignement religieux par la police porta naturellement ses fruits. Cinq ans plus tard, le successeur du général Hourko aux fonctions de gouverneur-général de Varsovie écrivait de nouveau au pouvoir exécutif que « l'école primaire est privée de prêtre. » (Page 39 du rapport du prince Imérétynski pour l'année 1897.)

En 1881, le général Albédynski, gouverneur-général de Varsovie, obtint de l'Empereur l'ordre de donner plus d'extension à l'étude du polonais et d'augmenter le nombre des heures consacrées à cette étude. Cet ordre ne fut pas exécuté. Les autorités scolaires du Royaume l'enfouirent dans le plus profond des archives. Les leçons de polonais continuèrent à servir aux élèves à s'exercer dans la connaissance du russe. Et pour honorer le cinquantenaire d'Apoukhtine, on publia, à Moscou, une brochure dans laquelle, parmi ses mérites, on citait comme un service rendu à la patrie le fait qu'il avait su s'opposer à l'exécution des ordres de son souverain.

Le Conseil des Ministres condamne cet état de choses d'une façon non équivoque dans le procès-verbal de ses décisions du 6 (19) juin 1905, qui reçut la sanction impériale.

> « Le Comité des ministres (lisons-nous dans le protocole publié dans le *Journal officiel),* ne peut s'abstenir de faire remarquer que les intentions des autorités, exprimées dans la législation ou par le pouvoir central, sont, dans plus d'un cas, commentées arbitrairement par les autorités des organes subalternes, ce qui

provoque des complications dans le développement de la vie sociale. Cette manière d'agir des autorités scolaires a souvent été en contradiction flagrante avec la politique du représentant du pouvoir exécutif — du gouverneur-général. Certaines dispositions de la loi donnant lieu à des commentaires, les autorités scolaires les ont interprétées trop largement, ont mécontenté la population par la persécution à l'école de tout ce qui est polonais, et ont paralysé, sous bien des rapports, la politique pacifique du gouverneur-général dont elles ont affaibli les effets. »

Si les ordonnances impériales, elles-mêmes, pouvaient être traitées avec si peu d'égards ou éludées, que dire des articles de lois tout simples et des règlements administratifs? Leur application était à la merci des convictions personnelles des fonctionnaires qui pouvaient toujours les tourner ou les dénaturer, en se retranchant derrière des « raisons politiques », et s'assurer l'impunité par ce moyen facile.

Mais cette violation des lois et des règlements obligatoires par les fonctionnaires publics, c'est-à-dire par ceux qui auraient dû en être les gardiens légaux, ne devait-elle pas se répercuter sur la population obligée de se soumettre à cette pédagogie politique sans exemple? En voyant ce qui se passait autour d'elle, la nation ne pouvait-elle pas être tentée de se justifier à ses propres yeux, avec ou sans raison, chaque fois que sa conscience patriotique entrait en conflit avec la loi?

CHAPITRE VI

Zèle dans la destruction de la civilisation polonaise.

Interdiction de toutes œuvres sociales. — Embarras apportés à la création de sociétés financières. — Ils disparaissent en 1905. — Décret de 1876, concernant l'état de siège. Il est en vigueur jusqu'en 1905. — On en reprend les pratiques de nos jours. — Rigueur de la censure. — Russification intense. Des décrets de 1893, 1897, 1898, introduisent le russe dans toutes les institutions financières, dans toutes les associations commerciales. — Les inscriptions en polonais sont partout supprimées à partir de 1890.

Tout développement progressif du pays a été paralysé; or, bien que de grands centres industriels aient éclos, sous beaucoup de rapports un recul sensible s'est produit. Ce résultat est le fruit d'une politique qui prohibait implacablement tout groupement d'œuvres sociales et même toute organisation économique. Après avoir permis, il y a de cela trente ans, l'établissement de trois caisses de crédit mutuel dans trois petites localités provinciales, les autorités se sont refusées à délivrer d'autres autorisations de ce genre. La création de sociétés de crédit, de caisses d'épargne, d'associations industrielles, se heurtait aux plus grandes difficultés. La liberté de fonder des sociétés agricoles ne date que de 1897, et c'est seulement depuis 1905 que le droit à l'association a été débarrassé de ses entraves. Le pays s'est aussitôt couvert de nombreuses institutions économiques et financières.

Depuis un demi siècle le Royaume est en état de siège; celui-ci, en effet, n'a jamais été aboli d'une façon formelle depuis 1863. Et pour qu'il n'y eût aucun doute sous ce rapport, treize ans après l'insurrection, à une époque où le pays était tout à fait paisible, à l'occasion de la promulgation des nouveaux règlements de la magistrature, le Comité pour les affaires du Royaume de Pologne publia un décret qui « confirmait aux autorités locales le droit de punir d'amende ou de prison les délits politiques et

les trangressions aux règlements de l'état de siège ». Ce décret, « provisoire », a été appliqué jusqu'en 1905, c'est-à-dire pendant vingt-huit ans. Aujourd'hui d'ailleurs le Royaume est, de nouveau, le champ d'expériences de toutes sortes de régimes exceptionnels qui s'appellent tantôt « état de siège », tantôt « état de défense », ou encore « état de défense extraordinaire ».

De son côté, la censure ne se contentait pas de poursuivre toute pensée politique ; elle empêchait aussi les publicistes de traiter des questions qui intéressaient le pays sans avoir rien de commun avec la politique. Les journaux étaient remplis d'articles sur des sujets exotiques dont notre public se souciait peu. Il était plus facile d'apprendre ce qui se passait dans le Royaume par la lecture des journaux de Berlin, de Vienne et surtout par ceux de la Galicie (que l'on introduisait en contrebande), que par ceux qui s'imprimaient à Varsovie. L'adjectif « polonais » était devenu « censurable » et il fallait le remplacer par celui de « local ». L'histoire de Pologne, même sous la forme du roman, était raturée par la plume du censeur. Il fut un temps où seuls étaient permis les romans historiques qui se rapportaient à une époque antérieure au XIVme siècle.

L'ardeur à détruire tout ce qui, dans les institutions, portait la marque du terroir, avait atteint un tel paroxysme, que les russificateurs en étaient venus à mettre la main sur d'infortunés sourds-muets et sur des aveugles, et que les aliénés polonais, eux-mêmes, avaient été soumis aux soins d'un corps médical russe ne parlant pas polonais.

La russification ne se borna pas du reste aux institutions gouvernementales. En 1893, on introduisit le russe dans la Société du Crédit foncier ; en 1897, dans les Sociétés urbaines de Crédit immobilier. Le 26 février 1898, on publia un règlement qui obligeait toutes les associations et institutions privées à se servir du russe dans leur comptabilité et leurs comptes rendus ; et tout cela sous le prétexte de faciliter le contrôle aux autorités. Pour la commodité de quelques dizaines de fonctionnaires employés à ces contrôles, et qui sont fiers de ne pas connaître la langue du pays où ils exercent leur autorité, toutes les institutions financières ont dû se soumettre aux difficultés auxquelles ce règlement les exposait. Et pourtant, le plus grand des promoteurs de l'absolutisme, Pobiedonoscew lui-même, au cours de la séance du Comité des ministres du 17 février 1898,

exprimait l'avis que : « Les Russes qui se préparent à entrer en fonctions dans le pays de la Vistule doivent avoir une connaissance suffisante de la langue locale. »

En province, les cercles mondains furent autorisés, mais à la condition que la moitié de leur direction se composât de Russes, de fonctionnaires, bien entendu, puisqu'il n'y a pas d'autres Russes en Pologne.

La langue polonaise horripilait l'autorité ; aussi était-elle pourchassée partout, du reste sans résultat.

Vers 1890, le gouverneur-général de Varsovie remarqua, au cours d'un voyage à Berlin, à travers le Grand-Duché de Poznan, que les noms des stations dans cette province polonaise ne figuraient partout qu'en allemand. Aussitôt de retour, il ordonna d'effacer, dans les wagons, toutes les inscriptions polonaises et de gratter, sur les frontons des débarcadères, les noms en lettres latines, de peur que les étrangers, en passant par notre territoire, ne pussent penser qu'ils n'étaient pas dans un pays essentiellement *russe*, « rousskii ». On enleva jusqu'aux avis des passages à niveau établis par mesure de sécurité. Les réclames privées dans les couloirs des voitures furent autorisées dans toutes les langues de l'univers, excepté en polonais.

Le jargon des juifs pouvait se croire privilégié en comparaison de la situation faite à la langue polonaise en Pologne.

CHAPITRE VII

Insuccès des tentatives « d'entente ».

Avènement de Nicolas II (1894). — Les espoirs qu'il fait naître. — Députation polonaise à Saint-Pétersbourg. — Détente sous le gouvernement de Chouwalow (1895-1896). Imeretynski (1897). — Visite de l'empereur à Varsovie (1897). — Souscription nationale. — Magnificence de l'accueil spontané qui lui est fait. — Le système de russification n'en persiste pas moins, malgré les adjurations du prince Imeretynski. — Celui-ci n'introduit pourtant pas la réforme qu'il préconise. Ukase concernant les Uniates (1898). Décret de 1899 sur l'emploi du polonais dans les sociétés privées Décret de 1900 sur l'enseignement secret du polonais. — Mort d'Imeretynski (1900). Tchertkow lui succède. — « La manière forte ».

En 1894, les rapports polono-russes semblaient être arrivés à un tournant de l'histoire. Le règne qui avait laissé tant de souvenirs douloureux venait de prendre fin; un autre commençait, qui apportait à la nation une lueur d'espoir, comme l'aube d'un meilleur avenir.

Le lendemain de l'avènement au trône de l'empereur Nicolas II, un groupe de notables influents se rassembla à Varsovie et remit entre les mains du général-gouverneur Hourko l'expression de son loyalisme. De plus, une députation de vingt-six représentants de la population polonaise fut chargée de se rendre à Saint-Pétersbourg.

Cette députation n'était pas seulement désireuse de porter au jeune monarque les vœux et les hommages de la nation polonaise, elle était aussi l'émanation d'une idée politique partant de ce principe qu'une amélioration des relations entre Russes et Polonais devait commencer par un rapprochement entre ces derniers et la couronne. On se souvenait que l'Empereur Paul abrogeant en Lithuanie les lois répressives de Catherine II, Alexandre Ier donnant en 1815 une constitution au Royaume de Pologne, et Alexandre II confirmant, en 1862,

l'autonomie du Royaume, agissaient à l'encontre de tout leur entourage.

La députation arriva à Saint-Pétersbourg avec l'intention de présenter à l'Empereur une adresse dans laquelle, vu la gravité du moment, seraient exposés, en des termes pleins de respect, les aspirations et les besoins du pays. Mais ce projet fut abandonné à la dernière heure. L'avis prévalut qu'il ne fallait pas troubler la première entrevue avec le souverain par un acte qu'on aurait pu interpréter comme une tentative de tirer parti de la solennité du moment. La députation se confondit donc avec à celles qui de tout l'Empire étaient venues se présenter au nouveau tsar. Elle n'émit aucune déclaration d'un caractère politique. Ce détail peint, on ne peut mieux, les dispositions qui animaient ce groupe dont les membres n'étaient cependant pas tous partisans déclarés de « l'entente ».

Les années 1895 et 1896 s'écoulèrent calmes. Le pays respirait un peu librement. Dans les relations entre le gouvernement et la population, une certaine détente se faisait sentir. Le succcesseur de Hourko, le comte Chouwalow, n'introduisit à proprement parler aucun changement, mais il avait des manières affables et, à son instigation, la censure se relâcha. Quand la maladie l'obligea à se démettre de ses fonctions, la presse lui fit des adieux sympathiques. La nomination du prince Imérétynski et la retraite d'Apoukhtine firent dans le pays une excellente impression. L'année 1897 commençait sous des auspices de confiance et d'espoir.

Lorsque le prince Imérétynski entreprit, en mai 1897, une tournée dans le Royaume et visita tour à tour les chefs-lieux des gouvernements et d'autres villes de moindre importance, son voyage se transforma presque en un triomphe. Partout les représentants des institutions sociales polonaises vinrent saluer en lui le précurseur d'une ère plus clémente pour la Pologne.

Quelques mois plus tard, on apprit que Sa Majesté l'Empereur se proposait de visiter Varsovie en automne. Cette nouvelle électrisa tout le monde. On projeta de rehausser l'accueil solennel que l'on préparait en rassemblant, à l'aide d'une souscription publique, un million de roubles, qui devait être mis à la disposition du souverain en signe d'hommage. Un comité fut créé, des délégués se répandirent dans le pays. Des listes circulèrent; on quêta partout : dans les salons, dans les cercles,

dans les églises, sur les champs de foire, et, au bout de quelques semaines, le million fut réuni [1], somme considérable pour un pays relativement pauvre.

La magnificence de l'accueil que Varsovie prépara aux souverains défie toute description. Les rues que devait parcourir le cortège étaient décorées avec beaucoup de luxe et d'art. L'armature du pont de la Vistule disparaissait sous les fleurs et la verdure. Partout ce n'étaient que mâts surmontés d'oriflammes, balcons drapés de tapis et arcs de triomphe. Les cloches de toutes les églises sonnèrent à toute volée pour annoncer l'arrivée du couple impérial, et une foule innombrable se pressa sur son passage en l'acclamant, ainsi que de multiples députations du clergé, de la noblesse, des notables de la ville, des artisans, des ouvriers, des confréries, corporations et sociétés sportives qui toutes avaient arboré leurs insignes. La police fut écartée, la force armée confinée dans les casernes, et cependant l'ordre fut partout exemplaire, malgré l'énormité de la foule. Le soir, une illumination splendide s'alluma spontanément.

La presse polonaise des camps les plus opposés fut unanime à souhaiter la bienvenue aux souverains en termes cordiaux et enthousiastes. Le lendemain, des offices solennels avec des « Te Deum » furent célébrés dans les églises. Une députation de quarante-cinq personnes, conduite par le marquis de Wielopolski, se présenta à la résidence impériale, à Lazienki, et S. M. l'Empereur, répondant à ses hommages et à ses affirmations de loyalisme, déclara « qu'il croyait à la sincérité de l'attachement que la députation était venue lui exprimer au nom de la population polonaise ». Paroles d'une portée d'autant plus grande qu'elles étaient prononcées par un souverain qui personnifiait tout le pouvoir de l'Etat, et qu'elles retentissaient dans un pays affligé d'un régime basé précisément sur le « manque de confiance ».

L'attitude de la population et de la presse polonaise en ces jours mémorables indiquait que la nation était prête à une réconciliation avec l'Etat, fondée sur la reconnaissance de nos droits à une vie nationale et à une culture distincte. Il ne dépendait que du gouvernement de faire un pas pour réaliser cette idée politique, rendre normal le cours des choses en Pologne, améliorer les relations polono-russes. Ce pas, pourquoi ne l'a-t-on pas fait? Pourquoi ces événements d'une importance

[1] L'Empereur le destina, comme on sait, à l'édification d'une école polytechnique à Varsovie.

si exceptionnelle ont-ils passé sans laisser de trace, et pourquoi précisément depuis ce moment la situation a-t-elle empiré même ?

La nation polonaise a beaucoup d'inclination à l'enthousiasme; par conséquent l'accueil chaleureux fait au couple impérial n'est pas un argument suffisant. Mais tous ceux qui se trouvaient alors à Varsovie et qui savaient regarder, observer et écouter peuvent témoigner qu'en dépit de l'animation intense qui régnait dans la foule, la mentalité des masses restait sérieuse, grave, sans l'ombre d'un optimisme exagéré. Ce qui frappait surtout, c'est que nulle part on n'escomptait aucun profit, car tout le monde était d'accord sur ce point qu'il fallait avant tout rompre la glace, qu'il ne s'agissait pas de discuter les articles d'une charte, mais de faire connaître la nécessité d'un changement de régime.

Si le gouvernement russe avait fait un pas décisif dans la voie de l'entente, en s'inspirant exactement des paroles impériales prononcées au palais de Lazienki, le 17 (30) août 1897, les relations polono-russes auraient pris une tout autre tournure. Il suffisait, pour le moment, de réformer les écoles, de promettre l'autonomie urbaine et rurale, et d'instituer une commission pour la revision de la législation exceptionnelle.

On ne fit rien de tout cela; et ce que l'on fit, et ce qu'on projeta de faire encore était l'antithèse, le démenti criant des paroles de l'Empereur qui avait pourtant déclaré « qu'il avait foi en la sincérité des sentiments des Polonais ».

Il est possible qu'on ait eu l'intention de relâcher tant soit peu la rigueur de l'oppression, mais en même temps on n'abandonna aucune des idées fondamentales de la politique russe en Pologne. « Aucune brèche dans le système », aucune concession à la nation polonaise! La malveillance devait continuer à être le principe directeur du régime en Pologne.

Déjà, pendant les fêtes d'août, certains incidents, par leur contraste avec les dispositions des masses, avaient risqué de froisser l'opinion publique. La police avait veillé attentivement à ce que nulle part, sur la route que devait suivre le cortège impérial, il n'y eût d'inscription de bienvenue en polonais. Elle les avait écartées soigneusement, comme si des effusions dans la langue du pays n'eussent pas été la preuve la plus éloquente que l'accueil était sincère, spontané et non conventionnel.

Le lendemain de l'arrivée du couple impérial, une circulaire fut envoyée aux employés de l'administration pour leur rappeler un règlement quelque peu oublié et auquel on ne s'était jamais tout à fait conformé (parce que c'était presque impossible). Or, ce règlement défendait aux employés de se servir du polonais dans leurs rapports avec le public...

Le prince Imérétynski qui, sans être un homme d'Etat remarquable, était un parfait galant homme, voulait sincèrement du bien au pays ; il comprit, après s'être rendu compte de la situation, qu'on ne pouvait pas continuer à gouverner comme on l'avait fait jusqu'alors. Dans son rapport de 1897, il répète à chaque instant qu'il faut changer du tout au tout le système politique en Pologne, « que le gouvernement ne peut pas s'appuyer uniquement sur des baïonnettes » (page 56). Il qualifie les tendances russificatrices « d'utopie nébuleuse » (page 48) ; il affirme que si l'on continue à administrer le pays à l'aide de « répressions », d'après les « errements du passé », la méfiance et l'hostilité de la population contre le gouvernement russe, non seulement ne disparaîtront jamais, mais ne feront qu'augmenter (page 27).

Le prince Imérétynski s'en rendait bien compte, et cependant il n'essaya même pas de réaliser les conclusions qui s'imposaient à quiconque voyait la question sous cet angle. Son horizon politique n'était-il pas assez large ou plutôt, ne se sentant pas appuyé par les organes locaux, et connaissant l'attitude hostile de Saint-Pétersbourg, ne se croyait-il pas assez fort pour assumer courageusement et franchement le rôle de réformateur ? La chose en soi est indifférente. Ce qui importe, c'est que dans le rapport, rédigé quelques mois après le séjour de l'Empereur à Varsovie (en janvier 1898), il ne tentait d'ébranler aucune des bases essentielles du système en vigueur, et qu'il n'y effleurait qu'incidemment, et qui plus est dans un sens négatif, la question urgente de l'autonomie locale.

Le prince Imérétynski, du reste, dans l'avant-propos de son mémoire avait, au préalable et de son propre mouvement, rétréci jusqu'au minimum le programme des réformes qu'il préconisait, facilitant de la sorte au gouvernement les moyens de passer outre. « Le moment n'est pas encore propice aux innovations (c'est-à-dire à l'introduction de la législation normale à la place des lois d'exception), écrivait-il ; il faut attendre que les passions

soient refroidies et qu'une politique décidée, énergique ait tempéré les esprits échauffés [1]. » En vérité, trente ans d'oppression n'avaient pas suffisamment « refroidi » et « tempéré » ces esprits! A ce qu'il paraît, la politique n'avait pas été assez « décidée », « énergique »! Il était, évidemment, de toute nécessité de prolonger indéfiniment le système, après la manifestation qui avait témoigné d'un si profond revirement dans les sentiments et dans les convictions politiques de la nation polonaise!

Les réformes proposées par le prince Imérétynski, malgré leur peu d'ampleur, provoquèrent à Saint-Pétersbourg un sourire d'indulgente ironie, et, à dire vrai, on n'en réalisa aucune, car il est difficile de prétendre que le seul projet positif, celui qui tendait à mettre un peu d'ordre dans la manière d'enseigner le polonais, ait été exécuté d'une façon favorable au pays.

Et pourtant il était facile à exécuter, ce projet. Il semblait si naturel que le polonais et sa littérature, enseignés en Pologne par des instituteurs polonais à des enfants polonais, le fussent en polonais, ne serait-ce que pour des raisons pédagogiques, et qu'en plus, les heures consacrées à la langue maternelle ne servissent pas exclusivement à renforcer l'étude du russe, (car c'est à cela qu'on avait réduit le cours de polonais). En attendant, le projet qui exigeait l'acceptation de ce principe, de cette vérité, de cette nécessité, se heurta à une opposition tellement violente, qu'on aurait pu soupçonner qu'il menaçait la sécurité et l'intégrité de l'Empire. Après maintes tergiversations, on tenta d'obvier à l'anomalie par la résolution suivante : « Faire savoir à qui de droit que les cours de langue polonaise en polonais ne sont pas contraires à la loi, là où il est nécessaire de les autoriser pour des motifs pédagogiques. »

Je n'ai pas besoin, sans doute, d'ajouter que cette résolution formulée en termes vagues et embarrassées de restrictions, étant donnée l'hostilité patente des autorités scolaires locales, adversaires décidées de toute innovation, n'aida point à résoudre ni même à faire avancer d'un pas la question en litige.

Le prince Imérétynski étant rentré à Varsovie après l'insuccès de ses velléités réformatrices, on revint peu à peu au régime d'antan, si commode à la bureaucratie et qui lui procurait si peu

[1] Ce ne pouvait être une allusion à la fièvre provoquée par la visite de S. M. l'Empereur. Quand le prince Imérétynski rédigeait son mémoire (en janvier 1898), la population était déjà guérie et bien guérie de toutes ses illusions.

de soucis. Pour prouver que, malgré la bienveillance incontestable du prince Imérétynski, le système ne se modifia pas dans ses lignes principales pendant les trois années de son administration, il suffit de citer quelques faits.

Grâce à l'intervention du prince, le pays avait été doté d'une nouvelle voie de communication : le chemin de fer de Varsovie à Kalisch ; mais la concession fut agrémentée de cette disposition topique : « Il est ordonné au ministre des voies et communications de renforcer l'élément russe sur cette ligne. »

En août 1898, fut publié un ukase concernant la question des Uniates. En dépit des représentations du prince Imérétynski qui, dans son rapport pour 1897 (p. 31), proposait une réforme plus équitable, on avait décidé, en dernier ressort, d'envisager les récalcitrants (ex-Uniates) ainsi que leurs enfants, comme appartenant à la religion officielle, même dans le cas où ils auraient été baptisés comme catholiques-romains avant 1875, c'est-à-dire avant l'incorporation de l'Eglise grecque unie à l'Eglise de l'Etat.

Au commencement d'août 1899, les ministres, sous la présidence de Pobiédonoscew, réglèrent l'emploi de la langue russe et du polonais dans les sociétés privées en Pologne et décrétèrent toute une série de règlements tellement rigoureux, créant de telles entraves, et si peu pratiques, qu'il fut impossible de les appliquer, malgré la pression exercée par les autorités.

Le 26 mai 1900, on étendit au Royaume de Pologne la loi qui jusqu'alors réservait ses rigueurs à la Lithuanie, et d'après laquelle les autorités locales avaient pleins pouvoirs de punir par voie administrative sans recourir aux tribunaux (de trois cents roubles d'amende et de trois mois de prison) les délits concernant l'enseignement clandestin du polonais.

Le 24 septembre 1900, le Conseil des Ministres autorisa le gouverneur-général de Varsovie à édicter des « ordonnances obligatoires », et à punir discrétionnairement les infractions à ces ordonnances. Ce décret équivalait à la suspension des lois en général.

A la mort du prince Imérétynski, en novembre 1900, tomba le dernier frein qui empêchait de donner toute son ampleur à la russification et à l'oppression, et le système marcha de rigueurs en rigueurs. Le successeur du prince Imérétynsky fut le général Tchertkow, depuis vingt ans en disponibilité, que l'on

vint arracher à la retraite et aux loisirs de la vie privée. On avait sans doute gardé le souvenir de la « manière forte » qu'il avait su appliquer autrefois en qualité de général-gouverneur de Kiew, et on voulait définitivement enlever aux Polonais l'illusion que l'année 1897 aurait dû amener un changement quelconque au régime.

Le général Tchertkow trouva dans le Royaume un terrain très approprié à ses principes dont il ne faisait pas mystère. Il fallait selon lui « traiter les Polonais sans aucune cérémonie, en ennemis de l'Etat » ; c'était le seul moyen de résoudre le problème historique. Dans les écoles les traditions et les pratiques de l'époque d'Apoukhtine ressuscitèrent dans toute leur beauté.

Et tout alla ainsi à l'ancienne mode, par les chemins tracés de longue date, jusqu'à ce que vînt une guerre malheureuse, une tourmente à l'intérieur, la Constitution, et que les conditions de la vie se trouvassent changées.

Après 1897, la population polonaise s'était sentie déçue, dupée, blessée dans ses sentiments les plus généreux, les plus sacrés, et humiliée dans sa fierté. L'opinion publique se retourna alors avec violence contre les « conciliateurs ». On fit retomber sur eux tous les torts, toute la responsabilité, comme s'ils avaient été moralement les initiateurs du courant politique qui avait commencé en novembre 1894 pour échouer en septembre 1897. Le parti modéré dont les chefs avaient, sans conteste, commis la faute de s'inspirer dans leur conduite d'une logique trop rigoureuse, se disloqua ; ses rangs se clairsemèrent, son influence sur le pays s'évanouit. La nation polonaise se jeta dans une autre voie : elle se tourna vers ceux qui lui répétaient que c'était une chimère coupable de compter sur un changement du régime en Russie, et lui conseillaient de s'enfermer dans sa douleur, de consacrer toutes ses forces à un travail souterrain et opiniâtre pour la renaissance de la patrie.

CHAPITRE VIII

Influence de la guerre russo-japonaise, de la révolution et de la Constitution.

Conciliabules au cours de l'automne de 1904. Le parti conservateur présente à l'Empereur un mémoire exposant les effets néfastes du système russificateur. — Ukase de la Noël 1904. — Acte de tolérance de 1905. — Emeutes et révoltes en Russie. — Le manifeste constitutionnel du 30 octobre. — La r volte s'affirme. — Elle est refrénée. — La Douma est dissoute. — Les effets de la Constitution sont à peu près nuls en Pologne. — La « Maternelle scolaire » ne dure qu'un an et demi. — Ses bienfaits. — En Pologne, les socialistes, seuls, ont suscité des troubles.

Les cinq années de l'administration du général-gouverneur Tchertkow (1900-1905) rappelèrent par leur sévérité et leur inconscience les pires époques de Paskiewitch et de Hourko. La vie nationale de la Pologne s'éteignit, du moins à la surface. La littérature et la presse furent étreintes d'une main de fer ; tout travail social et civilisateur devint impossible ; les répressions politiques sévirent en permanence.

Au commencement de 1904, apparurent les lueurs sanglantes de l'incendie allumé en Extrême-Orient : la guerre russo-japonaise venait de commencer. Elle dura un an et demi, et marqua un tournant dans l'histoire de la Russie. Ce fut une guerre onéreuse, qui coûta cinq milliards de francs et un demi-million d'hommes ; ce fut aussi une guerre que la continuité des défaites infligées à un Etat puissant par un adversaire injustement dédaigné rendit extrêmement humiliante.

En automne 1904, avant la prise de Port-Arthur, alors que la défaite, en dépit de toute une série d'échecs militaires, n'était pas encore définitive, une agitation sourde commença en Russie. Il y eut des conciliabules et de sourdes menées contre le gouvernement qui, selon l'opinion générale, par sa politique intérieure réactionnaire et l'insouciance de sa politique extérieure, conduisait la

Russie à une perte inévitable. En Pologne, la société sortit également de sa torpeur. La première protestation politique émana du parti conservateur-modéré du Royaume (parti réaliste), dont les chefs, au nombre de vingt-trois, présentèrent à S. M. l'Empereur, par l'intermédiaire du Ministre de l'Intérieur, le prince Swiatopolk-Mirski, un mémoire dans lequel ils exposaient la stérilité et la nocivité du système russificateur. Vinrent ensuite d'autres protestations et d'autres mémoires plus vifs dans leur forme, et dont les auteurs appartenaient en général au parti national-démocrate, dominant dans le Royaume. A Noël (1904), fut publié un ukase impérial qui ordonnait au Conseil des ministres de soumettre à la révision les lois et les règlements « restrictifs des droits nationaux et religieux des autres nationalités de l'Empire russe ». Cette initiative de l'Empereur se manifesta par l'Acte de tolérance d'avril 1905, autorisant les Uniates, convertis par force à l'orthodoxie sous le règne d'Alexandre III, à revenir au catholicisme, et accordant aux Polonais le droit d'ouvrir des écoles polonaises privées (juin 1905).

Cependant l'agitation croissait continuellement en Russie, et revêtait un caractère révolutionnaire qui, pour n'être pas semblable aux insurrections armées et aux luttes sur les barricades, n'en était pas moins redoutable. Les révoltes militaires et paysannes furent assez facilement étouffées, mais les moyens modernes de révolution (grèves des chemins de fer, des postes, et télégraphes, etc.) se montrèrent plus féconds en résultats parce qu'ils désorganisaient profondément la vie publique et économique de l'Empire.

Le 30 octobre, fut publié un manifeste constitutionnel qui annonçait une ère nouvelle de liberté et de justice. Il était dû à l'influence, toute-puissante alors, du comte Witte, signataire du traité russo-japonais de Portsmouth, jointe, à ce que l'on prétend, à l'action efficace d'un des grands-ducs.

Le manifeste annonçait des réformes ; mais la société russe, excitée et méfiante, n'attendant pas que ces promesses prissent corps, se mit à « réaliser les libertés ». Les éléments révolutionnaires ne désarmèrent pas en présence du manifeste : au contraire, ils relevèrent la tête. Toute l'organisation de l'Etat fut ébranlée jusque dans ses fondements. Le comte Witte lui-même, créateur de la Constitution et président du Conseil des Ministres, se rendit compte qu'il fallait réprimer la révolution à tout

prix. Sous ses successeurs, MM. Goremykine et Stolypin, la première et la seconde Doumas furent dissoutes au bout de quelques mois, et le système électoral réformé. Le parti des libertés constitutionnelles (les Cadets), qui dirigeait ces assemblées, avait menacé le gouvernement du refus de voter le budget et le recrutement militaire. Il fut dompté. On ajourna la mise en vigueur de certaines libertés, d'autres furent restreintes. La vieille bureaucratie réactionnaire revint au pouvoir et, avec elle, le chauvinisme braillard des nationalistes russes.

Quelle a été l'influence de ces événements sur les destinées du pays polonais ?

La constitution de 1905 avait apporté à la nation polonaise, comme d'ailleurs à toutes les nationalités de l'empire russe, deux droits particulièrement précieux : la liberté de la presse et la liberté d'association. Mais le système dans le Royaume est en général resté sans changement. En vertu de l'ukase impérial de 1907, le nombre des députés polonais à la Duma fut réduit de 34 à 12 (un député par millions d'habitants !) La constitution n'a rétabli la langue polonaise ni dans l'administration, ni dans les tribunaux ; l'université, les écoles publiques secondaires et supérieures sont restées russes ; les Polonais sont comme auparavant écartés des emplois de l'État. Le pays ne possède, jusqu'à l'heure présente, ni autonomie urbaine, ni autonomie rurale. La religion catholique, religion des trois quarts de la population, n'est que tolérée. Le système russificateur a persisté dans ses grandes lignes.

En outre, des restrictions sensibles ont été apportées par les autorités administratives et judiciaires aux libertés constitutionnelles acquises, pour en affaiblir l'influence bienfaisante. L'école polonaise privée existe toujours, mais elle lutte contre les autorités scolaires locales qui la considèrent comme un mal nécessaire. La loi sur les associations est entrée en vigueur, mais différentes circulaires administratives sont venues tout de suite en limiter considérablement l'application.

La Société d'enseignement populaire dite « Maternelle scolaire » (Macierz Szkolna), la plus chère au cœur de la nation, la plus puissante aussi, fondée en 1906, a été dissoute après un an et demi d'existence. Cet événement a produit dans tout le pays une accablante impression.

Ecartée depuis quarante ans de toute participation à la vie

publique, n'ayant surtout aucune influence sur l'instruction scolaire, la société polonaise s'était vouée avec enthousiasme à l'accomplissement de sa mission civilisatrice et de ses devoirs envers la jeunesse et les illettrés, dès qu'on lui avait donné l'autorisation de s'occuper de leur instruction dans la langue natale. En peu de temps le nombre des membres de la Maternelle avait dépassé cent cinquante mille. Pendant la courte période de son existence (la Maternelle fut dissoute par décision des autorités administratives en décembre 1907), elle était parvenue à établir 800 écoles primaires, fréquentées par 63 000 enfants. Elle avait fondé une université populaire et des cours pour adultes dans 13 localités de la province. Elle dirigeait 400 asiles et avait ouvert au public les portes de 600 bibliothèques et cabinets de lecture. En ces dix-huit mois, les souscriptions en faveur de l'œuvre avaient donné la somme d'un million de roubles. Ces chiffres sont remarquables si l'on considère le peu de temps qu'il avait fallu pour atteindre ces résultats dans un pays relativement pauvre, et qui traversait justement à cette époque une crise économique.

Après ces brèves explications, on comprendra pourquoi la nation polonaise fut si douloureusement affectée par la dissolution de la « Maternelle scolaire ». La bureaucratie et les journaux nationalistes russes, ses alliés, justifiaient cette mesure, ainsi que la recrudescence de la répression politique en Pologne, voire même la limitation des libertés constitutionnelles, par l'attitude de la société polonaise pendant la crise de 1904-1905.

Quelle avait été cette attitude ?

Il n'y avait pas eu de mouvement national révolutionnaire en Pologne, mais seulement une agitation socialiste. Bien mieux, les partis extrêmes qui opéraient en Pologne — non seulement le « Bund » israélite et la « Sociale Démocratie » cosmopolite, mais le « Parti socialiste polonais » lui-même, avec son programme idéologique d'une « République polonaise populaire » — étaient en désaccord avec les intérêts, les croyances et la volonté de toute la nation. N'avaient-ils pas, en effet, déclaré la guerre à tout ce qui n'était pas le prolétariat ?

Qu'est-ce qu'on pouvait reprocher au mouvement national polonais ? Quelques processions pacifiques à travers les rues de la ville, l'abandon en masse des écoles russes par les enfants polonais, la réintroduction de la langue polonaise qui avait été

illégalement exclue de l'administration des communes, enfin les efforts pour maintenir la langue polonaise dans les écoles primaires de la « Maternelle ».

Que signifiaient donc ces « délits » en regard de ce qui se passait alors dans le reste de l'Empire, où l'Etat chancelait, ébranlé dans ses assises, où des « républiques indépendantes » surgissaient çà et là, où on était obligé de bombarder Moscou et de la prendre d'assaut, et où un navire de guerre, le « Prince Potemkine », passait aux révolutionnaires, arborait le pavillon rouge de l'Internationale, cependant que le « Conseil des députés du parti ouvrier » méditait de s'emparer du pouvoir exécutif?....

CHAPITRE IX

Conclusions générales.

Résumé historique. — Problèmes qu'avait à résoudre la Russie après 1864 : Occupation militaire de la Pologne, assimilation, fusion des Polonais avec les Russes. — La russification est le procédé qu'on met en œuvre pour y parvenir. — Elle s'attaque surtout à l'école. — Elle n'atteint pas le but qu'elle s'était assigné. — Les gouverneurs-généraux sont contraints d'avouer que l'on a fait fausse route. — Il n'est pas possible de dénationaliser un peuple. Seule, une nation lâche « peut mourir ».

Récapitulons maintenant.

L'insurrection de 1863 étant étouffée, quelques années après la liquidation de son passif, à une époque où la plus grande tranquillité régnait dans le pays, sans aucun motif, une russification à outrance a été soudainement inaugurée.

Quelques années plus tard, sous le règne d'Alexandre III, le comte Dimitre Tolstoï, l'homme qui incarnait la réaction, ayant été rappelé au pouvoir, Hourko et Apoukhtine sont envoyés en Pologne. La répression nationale devient du coup plus intense, avec des mesures d'une implacable rigueur; et cela sans raison, sans que la nation ait mérité pareil châtiment, puisque le pays était parfaitement paisible et qu'on n'y apercevait pas même l'ombre d'une progagande politique quelconque. En proie à une émotion profonde, la population fait un suprême effort pour refréner l'irritation qui la gagne et conserver son calme en face de ce redoublement d'oppression; mais la jeunesse, élevée dans des écoles qui font partie intégrante du système, s'agite. Elle forme des associations occultes. Les premières manifestations, dans les rues de Varsovie, tendent à « secouer » la torpeur qui, selon les jeunes, étreint l'âme de la nation. Ces manifestations et ces menées ne sont pas approuvées par la nation qui n'y prend aucune part et proteste même vivement.

Là-dessus survient le changement de règne. Il réveille l'espoir et la confiance : les foyers d'agitation s'éteignent. Des idées de réconciliation et de modération se font jour dans les esprits, mûrissent et, en 1897, atteignent leur apogée. « L'entente », du côté des Polonais, est un fait accompli, et l'Etat peut, par un geste, consolider ses aspirations, donner une vie réelle aux tendances qui n'étaient encore qu'à l'état de désirs. Il ne fait pas ce geste. A la nation qui s'offre, il répond par de la froideur et de l'indifférence, puis, par une recrudescence de russification qui produit l'effet d'une douche d'eau glacée sur les sentiments conciliants du peuple polonais. La haute tension morale aux jours des illusions conciliatrices doit chercher une détente comme toute énergie accumulée, et elle se précipite dans la direction opposée, d'autant plus violemment qu'à la déception se mêle la sensation d'une injure et d'une humiliation. L'agitation embrasse alors non seulement les éléments jeunes, faciles à soulever, mais les classes intelligentes des villes, une partie de la noblesse et le peuple. Le travail de sape est continué pendant six ans. Vient l'année 1904, la guerre, la révolution sociale, la transformation de l'Empire, et, favorisés par ces événements, les forces et les sentiments que l'oppression et les persécutions avaient cultivés se donnent libre carrière.

Ce simple examen d'incidents, enchaînés les uns aux autres, démontre la fausseté de la thèse qui rend les Polonais responsables du système politique adopté à leur égard. L'opinion d'après laquelle la répression aurait été une réaction contre les haineuses dispositions des Polonais, ne saurait être défendue que si les manifestations nées de ces dispositions avaient été sans cause, si elles avaient porté l'empreinte de démonstrations automatiques, machinales. L'histoire des dernières quarante années et de 1897, nous enseigne avant tout que tel n'était pas le cas. Nous avons vu que les faits et les manifestations sur lesquels la politique de répression avait établi sa raison d'être, et qu'elle indiquait comme la première et ultime cause la forçant à agir, n'étaient que les chaînons d'une longue théorie d'incidents, qu'ils se rattachaient organiquement au système précédemment appliqué, et qu'en fin de compte, ils n'étaient que le résultat d'une longue éducation politique de la nation dont le précepteur fut sans partage le gouvernement russe lui-même. La thèse: « Tu me hais, donc je t'opprime », ne peut

être soutenue ici, car le gouvernement créait continuellement de nouvelles sources de haine. C'est pourquoi, en jugeant l'attitude de la nation polonaise dans ces derniers temps, non pas du point de vue de sa valeur politique, ni des pertes accumulées, mais selon la mesure des lois de la psychique humaine, nous sommes obligés de conclure que cette attitude était la conséquence tout à fait naturelle des conditions et du milieu dans lesquels la nation évoluait.

La seconde thèse tend à justifier la politique russe indépendamment de la conduite de la nation polonaise, en invoquant tout simplement la raison d'Etat.

Je vais donc étudier cette politique en tâchant de l'évaluer à sa juste valeur, exclusivement au point de vue de l'intérêt de l'Etat. Je mets de côté les considérations d'ordre humanitaire et de justice ; je me garderai d'en appeler à la parenté des races et à la solidarité slave ; je n'exigerai pas de compassion pour nos souffrances ; je ne demanderai pas enfin que l'on ait égard à notre droit au bonheur et au bien-être.

Afin de juger quels sont les problèmes actuels de la politique russe et ceux qui lui restent à résoudre dans l'avenir, il faut avant tout se rendre compte de ce qu'elle se proposait d'accomplir après 1864, et de ce qu'elle a accompli.

Ces problèmes étaient au nombre de deux.

Le premier, en quelque sorte *extérieur*, consistait à concentrer sur le territoire de la Pologne une force armée, puissante autant que possible, afin de garantir à la Russie la possession de la province (tout en couvrant en même temps les frontières de l'ouest de l'Empire) ; à reprendre au Royaume de Pologne son autonomie et tous les signes distinctifs de sa personnalité politique, en leur substituant une organisation basée sur une centralisation étroite, et par suite occuper en nombre les postes les plus importants de l'administration civile, pour s'assurer, avec le concours de la gent policière, une influence prépondérante et le contrôle de la vie politique du pays.

Le second problème, *intérieur*, émanait du désir de subjuguer moralement la population. Il tendait non seulement à lier étroitement la nation polonaise à l'Empire, mais à la fondre avec le peuple russe.

La russification fut l'instrument dont on se servit pour réaliser ce plan en partie double.

Les apôtres de la doctrine comprenaient très bien qu'on ne pouvait simultanément réaliser l'œuvre de russification et permettre le libre épanouissement de la civilisation polonaise. Pour que des éléments étrangers pussent être introduits dans les organes de la nation et qu'elle se les assimilât, sa propre force créatrice devait être anéantie. Ils se rendaient très bien compte qu'ils ne parviendraient pas à répandre ces principes dans la société polonaise s'ils n'affaiblissaient pas, en même temps, les forces intellectuelles de celle-ci.

Quelques années après l'insurrection, ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, la russification fut décidée par le gouvernement comme le but des efforts de sa politique. Elle n'adopta des formes acerbes et empreintes de brutalité que dix ans plus tard; aujourd'hui, après une accalmie momentanée, vivifiée par un regain d'énergie qu'elle puise dans le courant du chauvinisme en vogue, elle prend une force nouvelle.

La russification n'a pas été cependant comprise de la même façon par tous ses partisans et à toutes les époques.

Les fantaisistes à imagination fertile rêvaient de complète métamorphose de l'âme polonaise en âme russe. Les esprits rassis n'allaient pas si loin. Une demi-russification leur suffisait, une russification de surface, qui aurait effacé dans le pays et dans la nation les aspects les plus saillants de son individualité. Ils espéraient atteindre ce but par l'introduction de la langue russe, non seulement dans l'administration et les institutions publiques mais aussi dans différents milieux de la vie sociale, et surtout par la russification de l'école.

L'école, ce bien le plus précieux de toute nation, base et garantie de sa valeur civilisatrice, forge où se façonnent les anneaux pour l'enchaînement et la durée de son œuvre efficace de culture nationale, l'école fut choisie par le gouvernement pour servir de principal instrument de conquête morale de la société polonaise. Cette idée d'accaparement de l'école, nous la rencontrons solide et non équivoque, étalée dans tous les actes et dans tous les documents officiels. Elle était le pivot du système, le principe directeur de la philosophie politique du gouvernement. Aux séances du Conseil des ministres, on aimait à répéter l'axiome de Vinet : « On tient les âmes quand on a l'école

en son pouvoir ». L'école devait décider de l'avenir, du règne de la mentalité russe en Pologne ; c'est pourquoi on s'en empara pour en faire un instrument politique actif, raffiné et blessant, en dépit du manifeste de l'empereur Alexandre II, daté de Jugenheim, qui promettait que l'école ne serait jamais un facteur au service de la politique.

Elle avait deux devoirs à remplir.

Elle avait à apprendre à la société polonaise à parler le russe, à la familiariser avec la littérature, l'histoire, la vie russes, avec les principes de l'organisation de l'Etat. Ce devoir pédagogique était d'ailleurs à ce point incontesté de notre part que, comme s'est exprimé un de nos députés à une séance de la Douma : « Si par hasard on avait défendu aux Polonais d'étudier le russe, ils l'auraient appris en cachette, tant ils étaient conscients de son utilité pour eux. »

Mais, à côté de ce devoir pédagogique, et planant au-dessus de lui, il y en avait un autre : le problème politique. Façonner et refaire l'âme de l'enfant, lui enseigner à *penser* en russe, à regarder le présent et l'avenir par le prisme russe, et par ce moyen l'attacher à l'Empire et à la dynastie : voilà quel était le but essentiel et ultime de l'école.

A-t-il été atteint ?

Peut-on, parmi les milliers de jeunes gens qui ont passé par ce grand laboratoire des âmes, trouver un seul cas de russification, nous montrer un seul adolescent qui ait rompu ses attaches avec son peuple et qui se soit rallié au patriotisme russe ?

Non.

L'école russificatrice a abouti à des résultats tout à fait opposés.

L'adolescent la quittait, il est vrai, sachant le russe ; mais en abandonnant les bancs scolaires, il rompait les liens qui l'unissaient à cette langue, il rejetait avec dégoût les livres russes, parce qu'ils avaient été pendant une longue suite d'années des instruments de torture ; il se détournait des fruits de l'intelligence russe comme d'objets étrangers et odieux. C'était là un phénomène compréhensible, si l'on considère les causes qui l'avaient engendré ; il n'en était pas moins morbide, et il nous était préjudiciable, puisqu'il nous enlevait la faculté de bien connaître les trésors de l'esprit des Russes, et nous empêchait d'en-

tretenir avec cette nation un commerce intellectuel par l'entremise de sa littérature et de sa presse.

J'ai déjà étudié les résultats de la seconde partie de ce système d'éducation, sa partie politique proprement dite, en faisant remarquer qu'elle n'a apporté à l'Etat que des déceptions. Je me bornerai donc à signaler ce seul trait probant que les socialistes et les révolutionnaires nationalistes les plus ardents de la Pologne sont tous sortis de l'école russe et que, parmi les chefs du radicalisme social ou nationaliste, il n'y a pas un seul élève de l'Université polonaise (1862-1869). Celle-ci n'a existé que durant sept ans, mais néanmoins elle a donné au pays une génération inscrite en lettres d'or dans le grand livre de la vie intellectuelle de la nation, et ses disciples, en 1863, à l'époque de la plus grande tension des nerfs et des sentiments exaltés, ont su résister victorieusement au courant populaire et refuser de prendre part à l'insurrection. Tout autres sont les produits de l'école d'Apoukhtine. La jeunesse qui abordait l'université était radicalisée à un tel point que, du temps du trop célèbre curateur Apoukhtine, la statistique des sociétés secrètes constatait, parmi les étudiants de l'Université de Varsovie, deux groupes seulement : celui des radicaux nationalistes et celui des radicaux socialistes, avec quelques exceptions peu nombreuses d'élèves tranquilles et indifférents. Et quand le mot d'ordre fut lancé de boycotter l'école officielle, quand la jeunesse entrevit la possibilité de briser les liens qui l'attachaient à cette école, elle se leva tout entière et déserta en foule, instinctivement, ses murs.

Il est remarquable que le gouvernement d'alors, en se disposant, en 1867, à russifier totalement l'enseignement scolaire et les institutions scientifiques du Royaume, ait, semble-t-il, si complètement oublié les expériences faites sur ce terrain, dans la période qui va de la révolution de 1830 à l'insurrection de 1863. On se persuada sans doute que, si sous le règne de Nicolas Ier, le but n'avait pas été atteint, la faute en était à l'insuffisance des moyens employés alors. Il fallait agir plus habilement, avec plus de méthode, plus rigoureusement, sans aucun ménagement, sans aucun scrupule, sans merci, et le résultat ne pouvait être douteux.

Les avertissements de Miloutine retentissaient dans le désert : on se bouchait les oreilles pour ne pas les entendre. « Depuis quarante ans, écrit Miloutine, dans son rapport à Alexandre II,

nous avons enseigné le russe à plus d'une génération de Polonais, nous leur avons appris à connaître la puissance et la gloire de notre patrie et les désastres historiques de la Pologne ; cependant toute notre science n'a pas réussi à transformer un seul individu de cette race, et cela parce que le caractère et la mentalité se façonnent sous l'influence de la religion, du foyer domestique et de la société, et *non pas seulement de l'école* ». Mais la leçon n'avait pas été acceptée. Quelques années plus tard, on s'était remis à remanier l'âme humaine et, trente ans après, le bilan de la russification par l'école était clos à nouveau avec un immense passif : c'était une complète déception.

En 1890, le général-aide de camp Hourko constate dans son rapport que l'école russe gouvernementale, en Pologne, est arrivée « à des résultats tout à fait contraires à ceux qu'on en attendait ». Ce qui se passe dans ses classes « n'apprend pas à l'enfant à aimer la Russie, mais, au contraire, le force, depuis son âge le plus tendre, à détester tout ce qui est russe, tout ce qui l'a abreuvé de tant d'insultes et lui a fait verser tant de larmes à l'époque où la vie est la plus belle ».

Le prince Imérétynski constate, dans son rapport pour 1898, « le désaccord entre la famille et l'école, le mécontentement que cette dernière provoque parmi la population polonaise, et qui plus est, la méfiance, le dégoût, la haine implacable qu'elle éveille ».

Voilà quelle fut, d'après des témoignages officiels, la moisson que récolta la théorie de la russification de la nation polonaise par l'école.

Je ne toucherai pas aux autres aspects de la russification. Ceux que j'ai étudiés suffisent amplement à prouver que le système, dans son ensemble, a essuyé un échec complet. La russification n'a pas réussi ; elle a pu retarder le développement de la civilisation polonaise, étioler, dessécher notre patrimoine intellectuel, mais elle n'a pas recueilli la moindre fruit pour son compte. La communauté polonaise, non seulement n'a pas perdu sa conscience nationale et politique, mais, au contraire, son patriotisme a subi une sorte de sursaturation.

Il n'en pouvait être autrement.

Est-il humainement possible de dénationaliser une nation ? Est-il raisonnable de l'espérer quand il s'agit de la nation polo-

naise, d'une nation qui compte tant de pages glorieuses dans l'histoire, d'une nation dont l'individualité est si forte, si expressive, d'une nation enfin qui, non seulement veut vivre, mais possède pour vivre un fonds inépuisable ?

Mais détournons les yeux du tragique enchevêtrement des relations entre Polonais et Russes. Ouvrons un peu le livre dans lequel sont inscrites les annales de l'humanité, avec son infinie diversité de races et de langages. Comptons combien de fois déjà l'utopie qui pousse à détruire un peuple a fait faillite.

Pendant sept cents ans, c'est-à-dire pendant sept fois plus longtemps que n'a duré la vie en commun du peuple polonais avec la Russie, une puissance grande et fière s'est acharnée à absorber la minuscule Irlande. Le temps passait, les systèmes changeaient et les dynasties aussi, mais l'oppression se transmettait de génération en génération. On parvint à enlever aux persécutés jusqu'à leur idiome, à une époque où la chose pouvait encore se faire ; mais aucune force ne fut capable de leur arracher le sentiment de leur propre nationalité. L'Irlande vit toujours et, sous nos yeux, elle accomplit un acte comme le monde n'en avait pas encore contemplé : elle ressuscite son antique langage oublié et dont seuls de rares vestiges avaient échappé à la destruction.

Le joug ottoman, qui a duré cinq cents ans, n'a pu dénationaliser ni la Grèce, ni la Bulgarie, ni la Serbie. On pouvait croire que le peuple tchèque avait été détruit à la bataille de la Blanche-Montagne, où toute la noblesse avait péri, après qu'on eut anéanti sa richesse intellectuelle renfermée dans les bibliothèques incendiées, et que, dans les rues de Prague, le dernier mot tchèque eut cessé de se faire entendre. Et voilà que tout à coup, comme par miracle, ce peuple revint à lui, se leva et, en l'espace d'un demi-siècle, sut reprendre sa place aux premiers rangs de la communauté slave, grâce à sa culture, à sa conscience politique et à son patriotisme.

Quatre cents ans n'ont pas suffi pour détruire le polonisme dans la Silésie ; détachée du tronc national, elle est plus polonaise que jamais. A l'extermination des Polonais du duché de Posen, l'Etat prussien travaille depuis cent ans, non seulement en les soumettant à un régime d'oppression âpre et rusé, qui ne recule devant rien, mais aussi en faisant peser sur eux la puissance de sa haute civilisation. Cependant la statistique offi-

cielle la plus récente constate un recul de l'élément allemand. Les villes de la Poznanie, après cent ans de germanisation, sont plus polonaises aujourd'hui que du temps de la République polonaise.

La dénationalisation des Polonais en Russie n'a pas mieux réussi que tous ces essais qui avaient pour but d'anéantir l'individualité des races. Elle n'a pas réussi, et elle ne pouvait pas réussir, parce que, selon le mot de notre Staszyc : « seule une nation lâche peut mourir. » Une nation lâche, c'est-à-dire une nation qui n'a pas la volonté de vivre. La russification, les intrigues qui tendaient à arrêter la marche du progrès en Pologne, et celles qui cherchaient à porter la division parmi le peuple, tout cela devait aboutir à une banqueroute. Le gouvernement pourrait tout au plus se vanter d'avoir atteint, par son gigantesque effort, un résultat : rendre en Pologne une insurrection impossible ; mais ce prétendu succès pourrait être illusoire si l'on considère qu'indépendamment du système politique, un soulèvement à main armée est devenu un anachronisme, grâce aux progrès de l'art militaire moderne ; et il n'y a pas chez nous une seule fraction politique qui ne le comprenne. Donc aucun bénéfice réel ; rien que des déceptions. Et si l'idée russificatrice, après 1863, avait déjà essuyé une désillusion, combien plus pénible, combien plus profonde est celle d'aujourd'hui qui voit l'Etat transformé par un processus intérieur sur des principes constitutionnels, et puissamment grandie la conscience nationale des Polonais, sans en excepter les plus basses classes du peuple.

L'insuccès de la russification a été constaté par le Conseil des ministres. Il a lui-même déclaré l'impossibilité d'atteindre le but visé par cette méthode dans le décret sanctionné par S. M. l'Empereur le 6 (19) juin 1905.

« Russifier, dénationaliser les Polonais, russifier, dénationaliser un peuple qui pendant de longs siècles a vécu d'une vie indépendante, qui depuis longtemps s'est assimilé la civilisation européenne occidentale, qui s'est créé à l'aide de cette civilisation une individualité propre et a gardé intactes sa langue et sa littérature, est une tâche irréalisable. »

Dans mon travail, je me suis plu à constater dans la haute bureaucratie russe des réveils de la conscience ou de la raison politique. Mais ces lueurs n'ont été qu'éphémères ; les bonnes

intentions sont restées lettre morte, la volonté même des monarques s'est brisée contre l'opposition occulte des fonctionnaires, et la réalité brutale, la politique de russification et d'oppression a aussitôt repris le dessus, ne tenant compte ni de possibilité, ni de justice, ni de l'intérêt de l'Etat.

C'est là qu'est le nœud de la tragique question polono-russe; c'est ce nœud qu'est appelé à trancher l'avenir.

Varsovie, juin 1909.

ERAZM PILTZ.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Une question à résoudre.

CHAPITRE II

A partir des partages jusqu'à la dernière insurrection (1772-1863).

CHAPITRE III

L'école russe en Pologne.

CHAPITRE VIII

Influence de la guerre russo-japonaise, de la révolution et de la Constitution.

CHAPITRE IX

Conclusions générales.

LAUSANNE — IMPRIMERIES RÉUNIES